TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 300 - AVRIL 2019

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 300

- Viandes bovines
  - Jeunes bovins
    - France - baisse saisonnière des cours
    - Europe - Marché plutôt encombré
  - Femelles
    - France - Offre toujours faible et hausse des cours limitée
    - Europe - Le marché européen des réformes orienté à la hausse
  - Maigre - La demande algérienne s'active
  - Veaux de boucherie - Des cours en chute libre
  - Veaux nourrissons - Cours atones malgré la baisse des naissances
- Lait de vache
  - Collecte laitière - Elle se rétablit dans l'UE-28 - Recul de la production laitière dans les bassins excédentaires
  - Marché des produits laitiers - Suspendus à l'issue du Brexit - Quel serait impact d'un Brexit sans accord sur les marchés laitiers ?
- Viande ovine
  - France - La production française reste orientée à la hausse
  - UE et monde - La saga du « Brexit » continue…
- Lait de chèvre et viande
- Céréales : baisse soutenue des prix après une longue période de fermeté
- Oléagineux : marchés sous pression face à l'incertitude

JB et veaux à la traîne

La situation des marchés bovins viande est toujours très hétérogène. Seuls les animaux maigres et les femelles finies semblent tirer leur épingle du jeu. En effet, la tendance est à l'alourdissement du marché pour les JB alors que les cours des veaux (gras comme nourrissons) sont en berne.

En France, l'offre toujours limitée en broutards comme en femelles finies profite aux cours. Ce n'est pas le cas des cotations veaux affectées par une offre importante, y compris aux Pays-Bas pour les veaux gras. Enfin, les prix du jeune bovin flanchent malgré une offre française en net repli. Les baisses saisonnières en Italie et surtout en Allemagne, où la diminution est particulièrement forte, affectent les cours français. Le marché européen des femelles profite à nouveau de la baisse généralisée des disponibilités suite aux réformes excessives du second semestre 2018 liée à l'épisode de sécheresse.

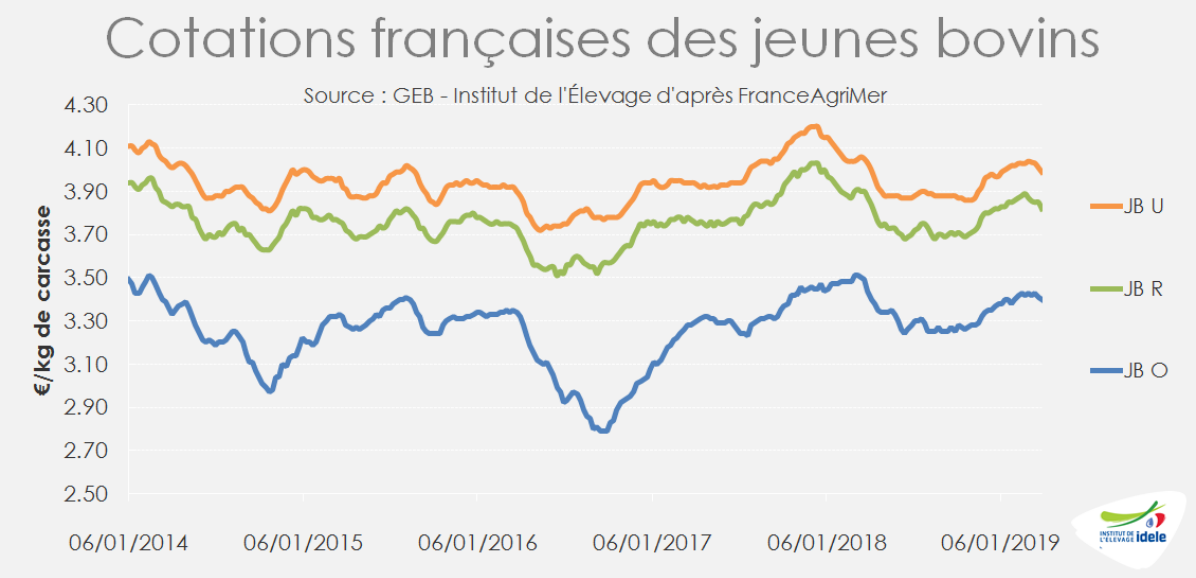
Viandes bovines » Jeunes bovins » France »

baisse saisonnière des cours

La baisse saisonnière des prix des jeunes bovins s'est enclenchée mi-mars, dans le sillage des prix italiens et allemands, malgré une offre française en net repli. Le recul des abattages en France devrait se poursuivre dans les mois à venir étant donnée la baisse significative des effectifs à l'engraissement.

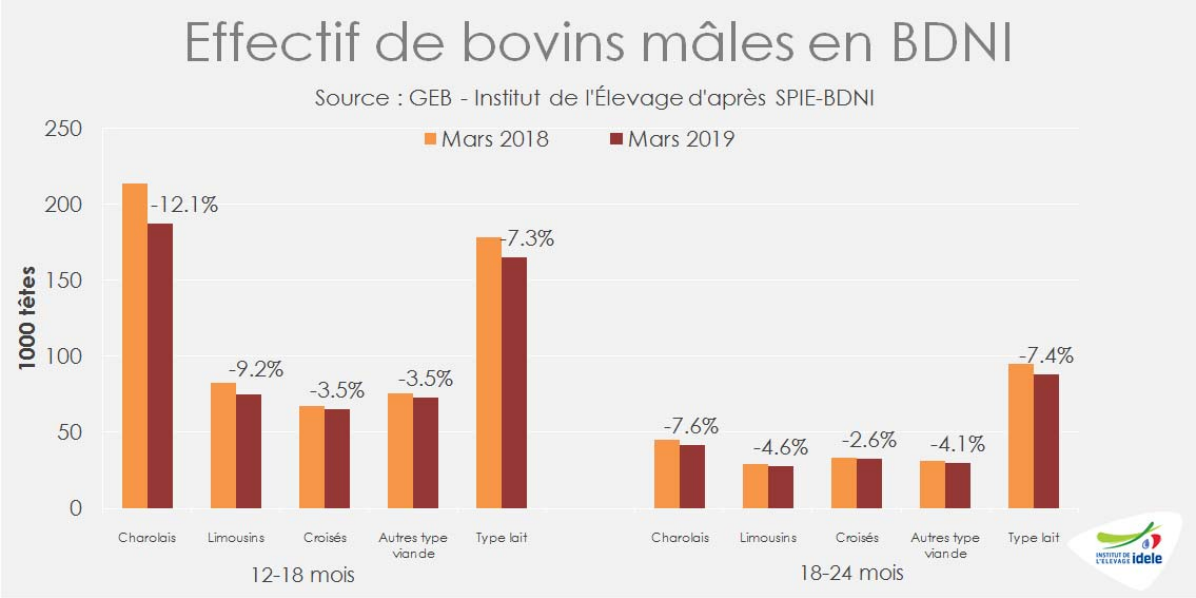
-5 centimes en un mois

Entre début mars et début avril, les cotations des JB U et R ont perdu 5 centimes, à respectivement 3,99 et 3,82 €/kg de carcasse, se situant à des niveaux intermédiaires entre ceux des deux années précédentes (-1% /2018 ; +2% /2017). La cotation du JB O a quant à elle perdu 3 centimes en un mois pour tomber à 3,41 €/kg (-1% /2018 ; +3% /2017). Certes les volumes abattus en France sont très inférieurs à l'an passé (-6% sur les 4 semaines de mars pour les JB de type viande et -4% pour les JB laitiers), mais le marché du JB reste un marché européen. La baisse saisonnière des cours dans les autres États membres, particulièrement forte en Allemagne, obligent donc les opérateurs français à s'aligner.



Moins de sorties à venir

Les effectifs en ferme sont en baisse, ce qui conduira à un recul des sorties de jeunes bovins dans les mois à venir. Au 1er mars 2019, la BDNI enregistrait un recul annuel de 14 000 têtes pour les mâles de 18-24 mois, dont -7 000 de race à viande ou croisés (-5%) et -7 000 de race laitière (-7%). Le recul était encore plus fort pour les mâles de 12 à 18 mois : -39 000 animaux de race à viande et croisés (ou -9%) et -13 000 laitiers (-7%). L'accélération actuelle des ventes de bovins semi-finis à l'Algérie devrait accentuer ce recul (voir l'article sur les bovins maigres) et réduire encore le nombre d'animaux disponibles pour être abattus en France dans les mois à venir.



Hausse des exportations de viande en janvier

L'année 2019 a bien démarré sur les marchés export. Les expéditions de viande bovine réfrigérée ont progressé de 14% à 18 000 téc, permettant d'écouler les volumes supplémentaires issus des retards d'abattages du second semestre 2018. Les ventes ont été stables sur l'Italie à 6 000 téc, mais ont bondi vers la Grèce (+22% /2018, à 4 200 téc) grâce à une campagne interne de promotion pour la viande bovine ayant stimulé la consommation ainsi qu'au retrait de la concurrence allemande et italienne. Elles ont également progressé vers l'Allemagne (+8% à 3 900 téc) où les sorties étaient ralenties en début d'année. Elles ont enfin doublé vers la Belgique, à 1 400 téc, en raison de la reprise de l'abattoir de Sarreguemines par le groupe belge Bellivo.

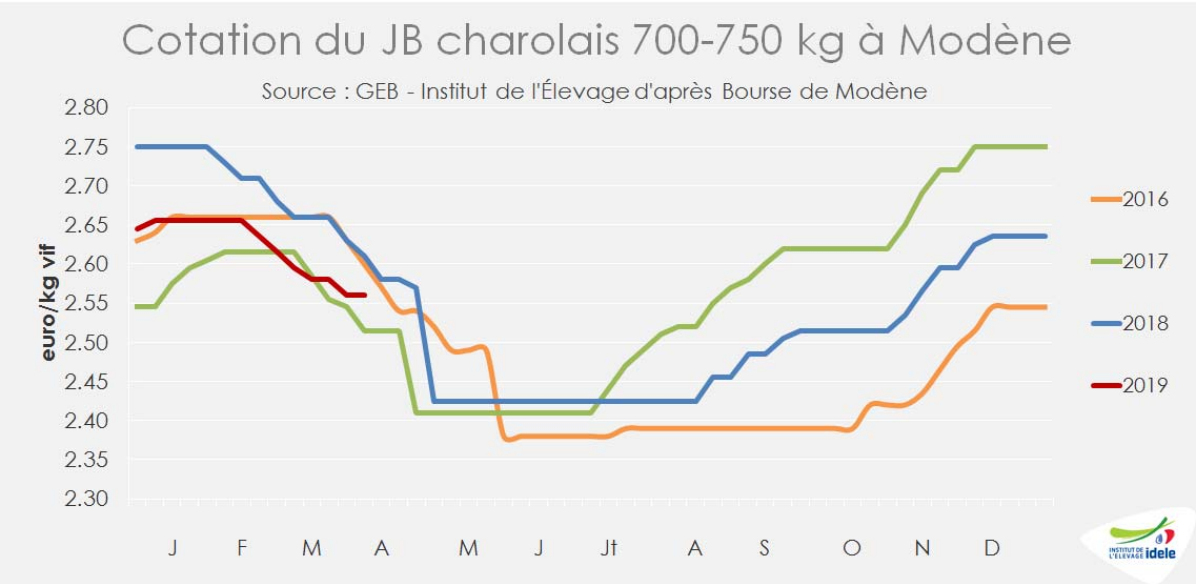
Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

Marché plutôt encombré

Entre une demande allemande atone et des volumes supplémentaires en Pologne et en Espagne, le marché européen du jeune bovin montre des signes de lourdeur. C'est finalement en Italie que le marché est le plus équilibré.

ITALIE : marché dans l'expectative de Pâques

En **Italie**, la baisse saisonnière des cours est bien entamée. La cotation du JB charolais de 700-750 kg à Modène a perdu 3 centimes en un mois pour tomber début avril à 2,56 €/kg vif (-1% /2018 ; +2% /2017). Celle du JB limousin de 600-650 kg a perdu 1 centime, à 2,76 €/kg, mais reste supérieure aux niveaux des années précédentes (+1% /2018 ; +4% /2017). L'offre est modérée par rapport à l'an dernier, mais la demande ne semble actuellement pas très dynamique et les opérateurs sont dans l'expectative de savoir si la période de Pâque sera propice aux achats et aux prix.



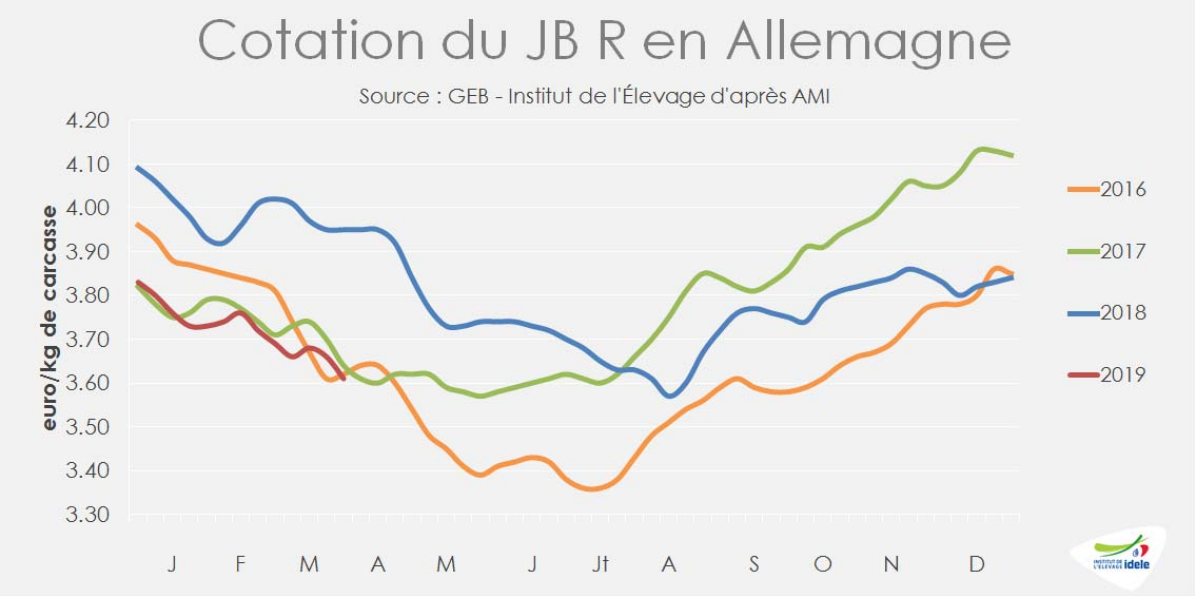
Les données de consommation sont plutôt encourageantes. D'après le panel ISMEA-Nielsen, les achats par les ménages de viande bovine fraîche étaient en hausse de 2% sur les 2 premiers mois de l'année. En 2018, les

achats de viande bovine fraîche avaient été relativement stables en volume (-0,6%) et en hausse en valeur (+1,6%). La consommation des jeunes ménages (catégorie « pré famille ») a augmenté de 18% en volume, gommant ainsi la diminution observée entre 2014 et 2017. Ce sursaut constitue un signe d'espoir important pour la filière.

ALLEMAGNE : demande atone en jeunes bovins

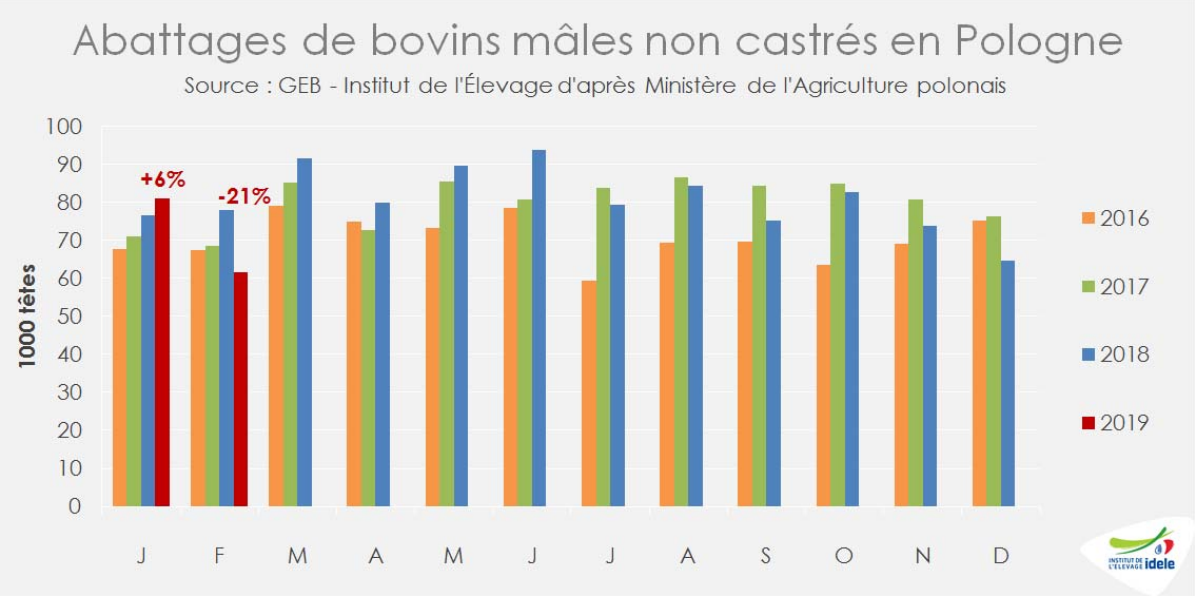
En **Allemagne**, le contraste est saisissant entre le marché des vaches de réforme et celui des jeunes bovins. Le ralentissement des réformes fait face à une demande ferme pour la viande de transformation, ce qui fait grimper les cours des vaches. Au contraire, la demande pour les pièces nobles de jeunes bovins n'est pas au rendez-vous et malgré l'offre en baisse (-4% d'abattage sur le 1er trimestre), les abatteurs allemands font état de stocks importants de jeunes bovins dans les frigos (source : AMI). L'ouverture de la saison des barbecues est attendue avec impatience par les opérateurs.

Les prix poursuivent donc leur baisse saisonnière à un niveau largement inférieur à celui de l'an dernier. Le JB U cotait 3,69 €/kg de carcasse fin mars (-8% /2018), le JB R 3,61 €/kg (-9%) et le JB O 3,42 € (-8%).



POLOGNE : le commerce reprend mais le marché reste lourd

Le scandale sanitaire de la viande polonaise issue de vaches malades, qui a éclaté fin janvier, a provoqué une chute brutale de la demande européenne pour la viande polonaise. En conséquence, les abattages de taurillons ont chuté de 21% à 61 000 têtes et ceux de vaches de 25% à 33 000 têtes (voir l'article sur les femelles en Europe).

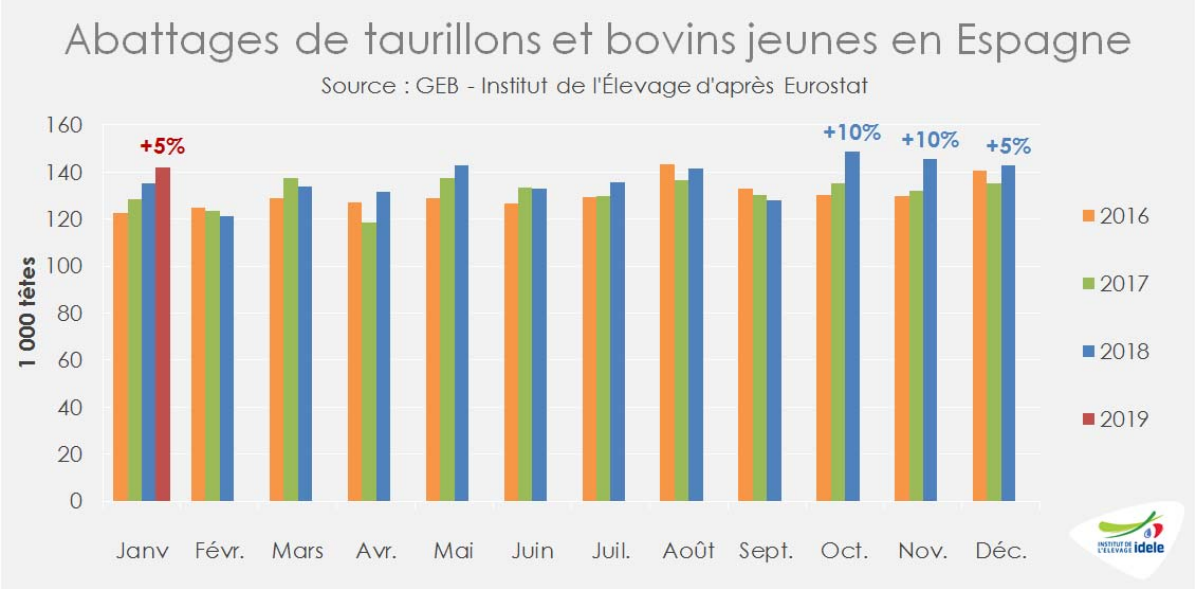


Ce coup de frein dans les abattages a décalé en mars une part des sorties prévues en février et le marché reste lourd en avril, le retard n'ayant pas été complètement absorbé. Les prix polonais restent donc sous pression, d'autant que le marché turc, qui constituait un débouché important au printemps 2018, n'est plus dans la course en raison de la forte dépréciation de la livre turque. La cotation du JB O polonais, qui était remontée à 3,20 €/kg

de carcasse fin février après avoir encaissé le choc du scandale, est retombée à 3,12 €/kg fin mars (-8% /2018).

ESPAGNE : la forte hausse des abattages fait pression sur les prix

En **Espagne**, la dépréciation de la livre turque et l'arrêt des ventes de bovins finis à la Turquie ont provoqué une forte hausse des abattages nationaux à partir de l'automne. Après avoir progressé de 8% au dernier trimestre 2018, les abattages de taurillons et de bovins de 8-12 mois ont progressé de 5% en janvier, à 142 000 têtes. La production abattue supplémentaire est en partie consommée sur le territoire espagnol, notamment à travers la restauration, mais en partie exportée dans l'UE, ce qui alourdit encore un peu le marché européen du jeune bovin. La cotation du JB R espagnol est ainsi sous pression, à 3,72 €/kg de carcasse fin mars (-6% /2018).



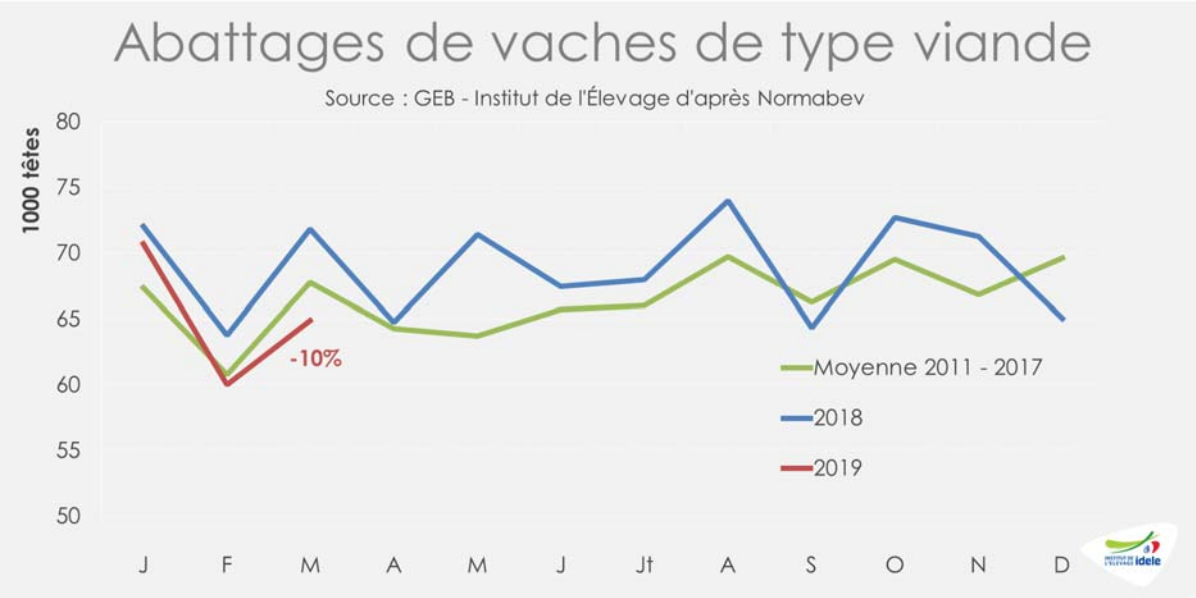
Viandes bovines » Femelles » France »

Offre toujours faible et hausse des cours limitée

Face à une offre toujours limitée après la vague de décapitalisation enregistrée au 2nd semestre 2018, les prix des différentes catégories poursuivent leur redressement, mais de façon modérée. Depuis le début de l'année, les importations et les exportations ont progressé.

Les effectifs comme les abattages de femelles au plus bas…

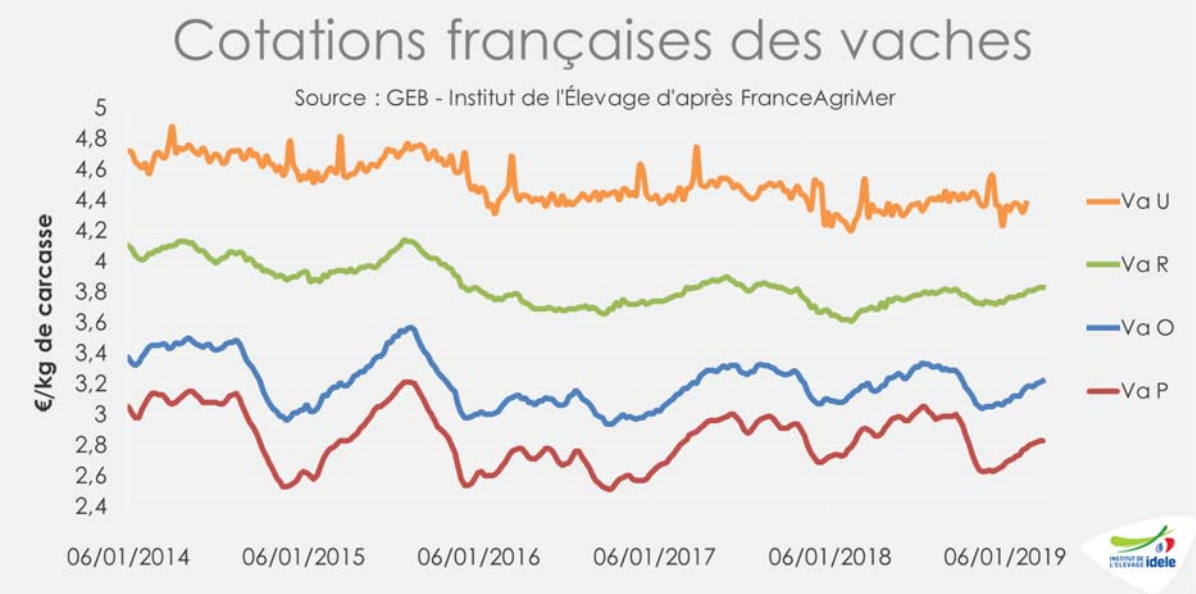
D'après les données compilées par Normabev, les abattages de vaches sont à nouveau en retrait au mois de mars. Sur l'ensemble du mois, la baisse des tueries atteint près de 7 000 vaches laitières (-7% /2018) comme allaitantes (-10% /2018) avec pourtant un jour ouvré de moins. Ce phénomène observé depuis le début de l'année est le résultat de la crise fourragère et de l'ajustement des cheptels au second semestre 2018. La baisse des abattages concerne également les mâles. Au final, le nombre d'abattages de gros bovins recule sensiblement en mars (-8% /2018). Sur le premier trimestre, la baisse des volumes traités par les abattoirs dépasse les 15 500 téc (-5% /2018).



Les effectifs de femelles, qui sont au plus bas, devraient continuer de limiter les sorties de réformes dans les mois à venir. Au 1er mars, le nombre de vaches allaitantes en France était à nouveau en retrait de 69 000 têtes par rapport à l'année dernière (-1,7% /2018) tout comme celui des vaches laitières (-34 000 têtes ; -0,8% /2018). Le nombre de génisses de races à viande est également limité (-29 000 têtes pour les 24-36 mois ; -2,6% /2018), tout comme celui de races laitières (-42 000 têtes pour les 24-36 mois ; -3,5% /2018).

Les prix progressent très timidement

Face à un marché où les disponibilités sont plus limitées, les cotations des vaches ont faiblement progressé. Sur les 4 semaines de mars, elles se sont appréciées de 2 centimes pour les mieux conformées (vaches R et U) et de 3 centimes pour les autres (vaches P et O). Fin mars, les vaches P et O cotaient respectivement 2,83 €/kg de carcasse (-2% /2018 ; -2% /2017) et 3,22 €/kg (= /2018 et = /2017). Les vaches R et U atteignaient quant à elles respectivement 3,83 €/kg (+4% /2018 ; = /2017) et 4,41 €/kg (+3% /2018 ; -3% /2017).



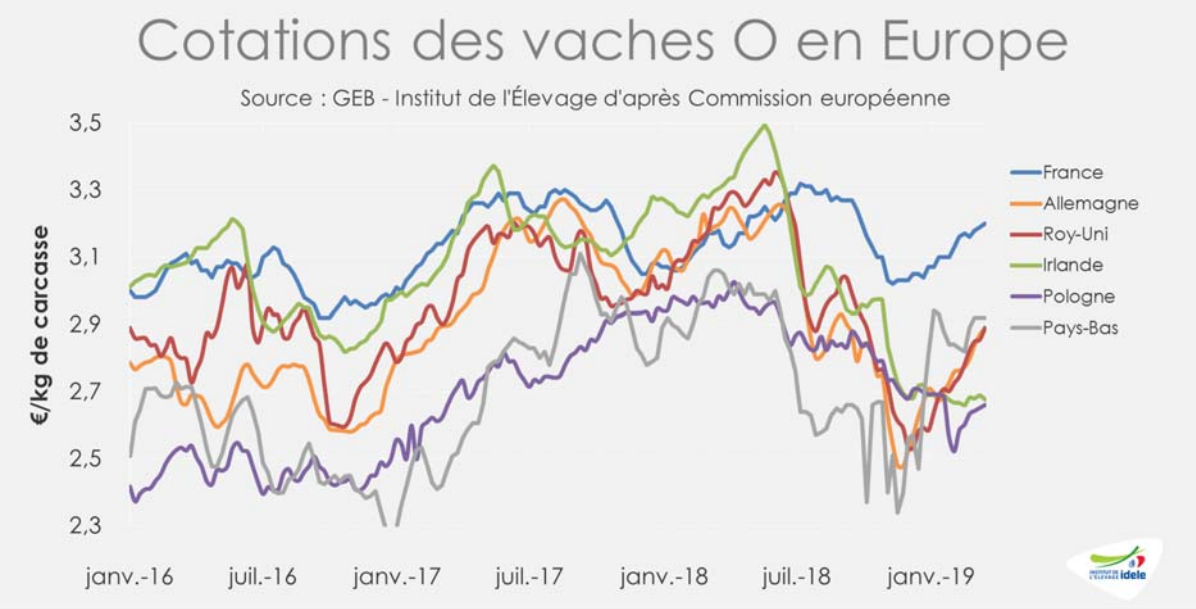
Les échanges progressent début 2019

La consommation française de viande bovine calculée par bilan par le SSP est plutôt stable en ce début d'année. Ainsi, le disponible consommable en janvier 2019 était de 129 700 téc (= /2018). D'après les données du panel KANTAR qui se concentre sur les achats des ménages en boucherie et en GMS, les volumes de viande bovine consommés ont cependant reculé en cumul sur les deux premiers mois de l'année aussi bien pour le piécé (-3,0% /2018) que pour la viande hachée (-0,5% /2018).

En parallèle, les échanges de viande bovine restent plutôt dynamiques. En janvier, les importations françaises ont atteint 29 000 téc (+4% /2018 ; +12% /2017) quand les exportations dépassaient les 21 000 téc (+9% /2018 ; +9% /2017).

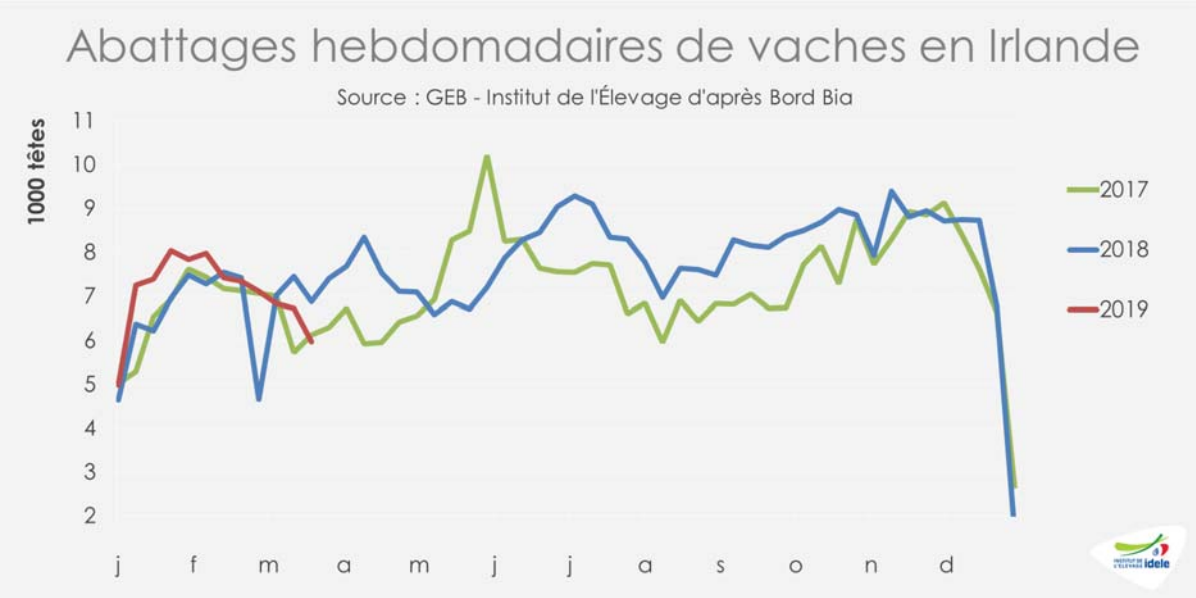
Le marché européen des réformes orienté à la hausse

L'épisode de réformes massives au second semestre de 2018 a des répercussions sur l'ensemble du marché européen. Les disponibilités sont limitées. Si jusqu'ici les prix irlandais dévissaient, ils sont désormais stabilisés malgré des stocks de viande congelée qui semblent importants. Partout ailleurs, les prix des femelles sont orientés à la hausse.



IRLANDE : l'hémorragie semble désormais contenue… mais les stocks restent importants

En **Irlande**, les abattages de vaches, qui ont atteint des niveaux records sur l'ensemble de l'année 2018 (+6% /2017 ; +11% /2016), étaient encore orientés à la hausse jusqu'à la mi-février. Depuis, ceux-ci sont enfin en retrait bien qu'ils restent à des niveaux élevés. En effet, d'après l'indicateur hebdomadaire de *Bord Bia*, les abattages de vaches ont tout de même progressé sur les quatre dernières semaines connues (+2% /2018 ; +3% /2017), notamment dans le sud et l'est du pays.



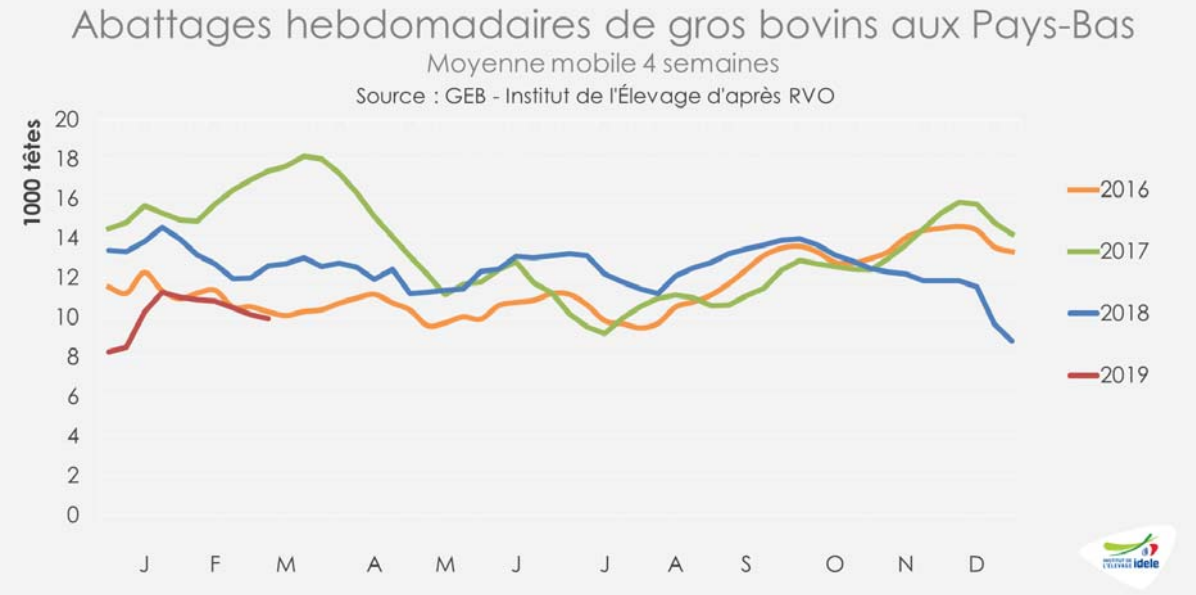
Il est difficile de prédire comment évoluera le marché dans la semaine à venir. Si la dernière enquête cheptel de décembre 2018 faisait état d'une poursuite des conversions de la viande vers le lait (+26 000 vaches laitières pour -36 000 vaches allaitantes), la baisse des importations et les niveaux d'abattages élevés des mois précédents ont causé la création de stocks importants de viande congelée dans les abattoirs irlandais qui pourraient aussi peser à terme.

En attendant, la diminution des afflux de réformes dans les abattoirs irlandais et sur le marché européen semble enfin juguler la chute des prix entamée à la moitié de l'année 2018. Sur les quatre dernières semaines connues, la cotation de la vache O s'est appréciée de 2 centimes (+1%). A 2,68 €/kg carcasse, elle reste néanmoins faible

comparée aux années précédentes (-19% /2018 ; -15% /2017). Le constat est aussi mitigé pour la vache R qui atteint 2,92 €/kg en semaine 13 (-17% /2018 ; -13% /2017).

PAYS-BAS : les disponibilités limitées profitent aux cours

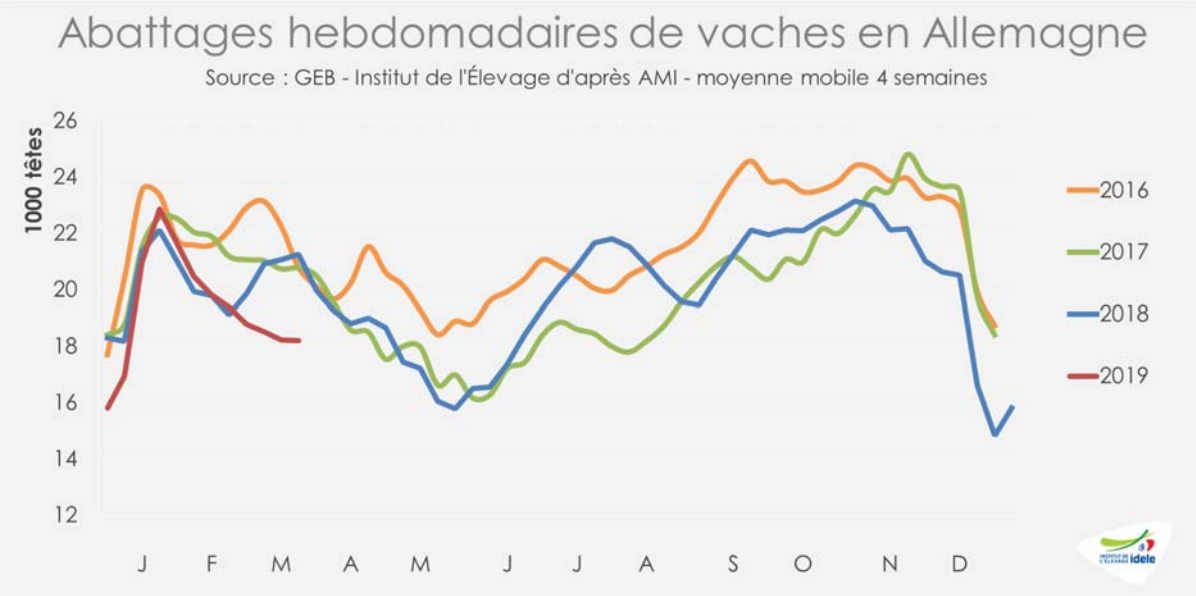
Aux Pays-Bas, le rythme des réformes est redevenu normal après deux années exceptionnelles sur le plan des abattages, pour des raisons de mise en conformité avec la réglementation phosphate en 2017 et de sécheresse en 2018. Depuis le début de l'année, le niveau d'abattage de gros bovins est inférieur à ceux des trois campagnes précédentes. Sur les quatre dernières semaines connues, moins de 40 000 gros bovins ont été ainsi abattus aux Pays-Bas (-21% /2018 ; -43% /2017 et -3% /2016).



Comme dans le reste de l'Europe continentale, cette offre limitée a des effets positifs sur les cours qui restent plus volatils qu'ailleurs. A 2,92 €/kg de carcasse en semaine 13, la cotation de la vache O néerlandaise s'est appréciée de 10 centimes en 4 semaines (+4%) et de 25 centimes depuis le début de l'année. Malgré la volatilité, elle se situe au-dessus des cotations allemande (+3 centimes), irlandaise (+24 centimes) et polonaise (+26 centimes).

ALLEMAGNE : les abattages limités soutiennent les cours

En **Allemagne**, seules 73 000 vaches ont été abattues (-14% /2018 et -12%/ 2017 d'après les données hebdomadaires d'AMI, sur les 4 semaines de mars). Les abattages de génisses sont plus normaux (+1% /2018). La demande des abatteurs se concentre sur les femelles au détriment du JB, notamment pour produire des viandes à braiser et des viandes hachées. L'enquête cheptel de décembre 2018 fait état d'une baisse de près de 100 000 têtes du cheptel de vaches laitières (-2,3% /2017) ainsi que de l'ensemble des catégories de jeunes animaux. Les réformes devraient donc rester limitées dans les mois à venir.



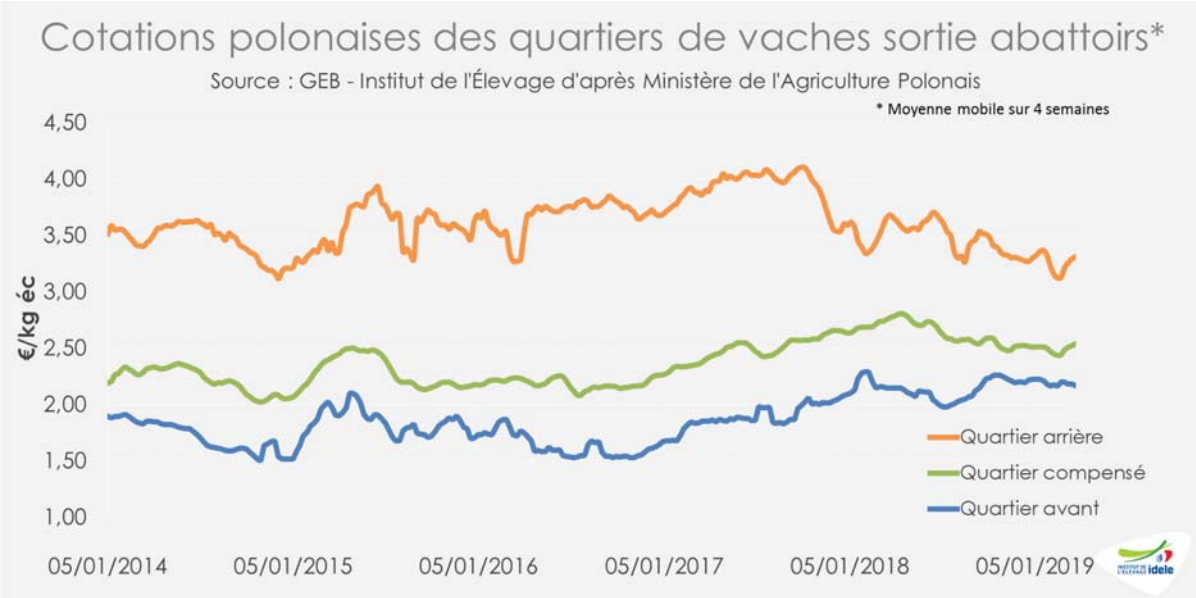
Face à cette offre restreinte en Allemagne, comme sur le reste du marché communautaire, et à une demande bien orientée pour les femelles, les prix sont à la hausse. Le cours de la vache O atteint 2,89 € en semaine 13

après s'être appréciée de 11 centimes sur les 4 semaines de mars. Les cotations restent cependant encore inférieures aux niveaux des années précédentes à pareille époque (-10% /2018 ; -1% /2017).

POLOGNE : les prix se remettent doucement des effets du scandale de fraude

En Pologne, les prix progressent, mais peinent à se relever totalement du choc subi lors de la révélation de fraude sanitaire à l'abattage. La cotation de la vache O a tout de même progressé de 6 centimes sur les 4 semaines de mars (+2%). Elle s'établit à 2,66 €/kg de carcasse en semaine 13, soit à un niveau inférieur aux cotations des années précédentes (-11% /2018 ; -1% /2017), mais aussi vis-à-vis des cours pratiqués avant la crise en semaine 5 (2,69 €/kg soit -1%).

En corollaire, la réduction de l'écart entre les prix des quartiers arrière et avant de vaches polonaises, portée jusque-là par une industrie polonaise de la viande transformée en plein essor, semble désormais stabilisée. Cet écart repart même à la hausse ces dernières semaines à l'avantage des arrières. La demande en viande hachée polonaise semble pâtir des effets du scandale sanitaire.



La faible demande en viande polonaise pour les marchés d'export, notamment transformée, a probablement poussé les abattoirs à limiter leur activité. D'après les données du Ministère de l'agriculture, les abattages de vaches en Pologne ont chuté en février (-25% /2018), après avoir été très dynamiques en janvier. En cumul depuis le début de l'année, ce sont 10 000 vaches en moins qui ont été abattues (-11% /2018).

Viandes bovines » Maigre »

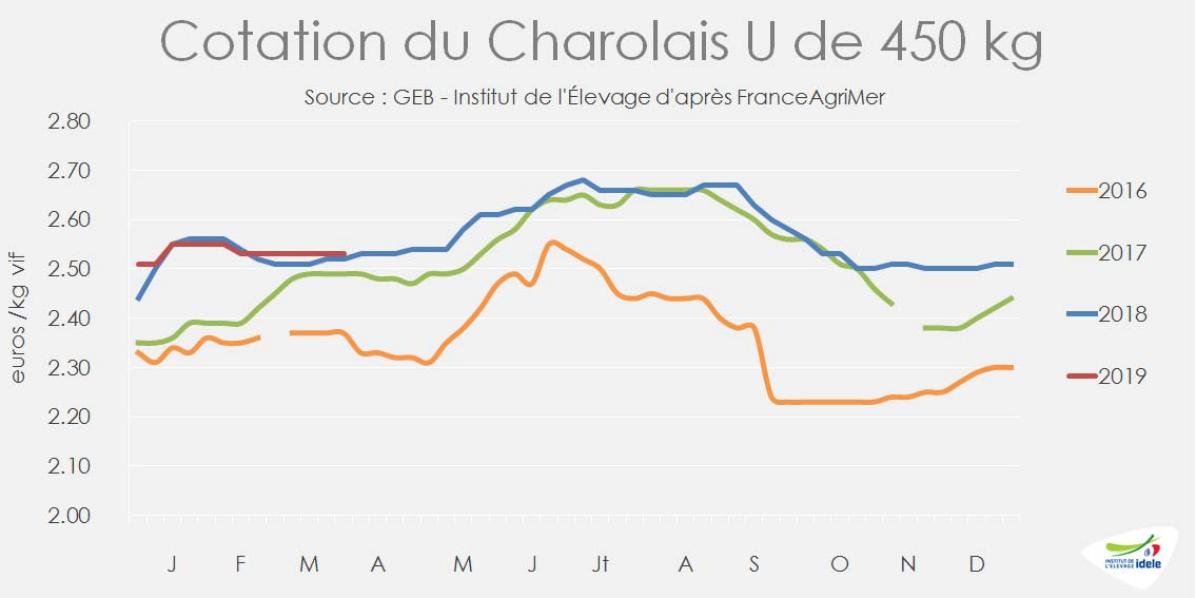
La demande algérienne s'active

Les cours des broutards français se maintiennent à un niveau proche de celui de l'an dernier grâce à une demande export dynamique. Depuis fin février, l'Algérie est revenue aux achats et prépare le Ramadan, ce qui permet d'écouler les stocks de mâles lourds. Les nombreuses petites femelles françaises, écartées des troupeaux lors de la mise à l'herbe, sont quant à elles absorbées sans problème par un marché italien toujours plus demandeur de génisses.

Le marché algérien soutient les cours des broutards lourds

Le marché algérien tire les prix des broutards lourds. La cotation du mâle charolais U de 500 kg, à 2,41 €/kg fin mars, égalait son niveau de l'an dernier, déjà largement supérieur aux années précédentes. Le marché algérien, bloqué au second semestre 2018 par un épisode de fièvre aphteuse, s'est rouvert courant décembre, mais les envois se sont fait au compte-goutte en début d'année en raison de l'obligation de déclarer les bateaux à l'avance. Les autorités algériennes ont levé cette obligation mi-février, permettant aux flux de repartir de plus belle. Le Ramadan débutant le 6 mai, les opérateurs sont aux achats et pourraient même le rester pendant la période du jeûne d'habitude plus calme.

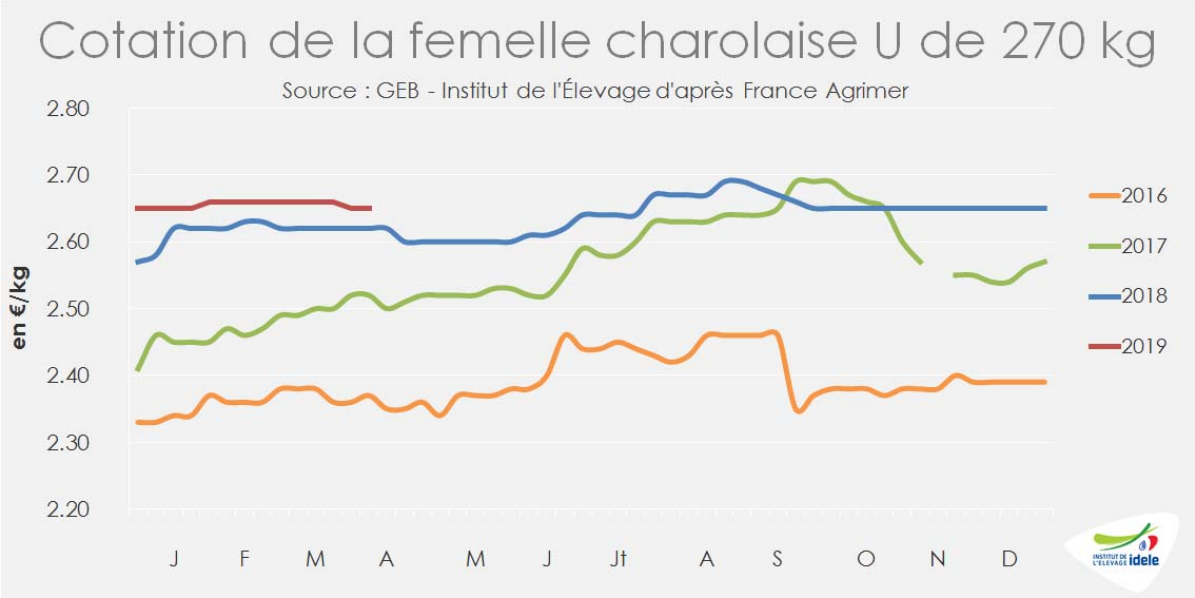
Les mâles charolais U de 450 kg destinés à l'Italie affichent une grande stabilité. Ils cotaient toujours 2,53 €/kg fin mars (= /2018). Si les Italiens se tournent de plus en plus vers les femelles, ils n'en délaissent pas pour autant complètement les mâles. Ceux-ci doivent peser en réalité plutôt 420-430 kg pour pouvoir être sortis à 720-730 kg après 180 jours d'engraissement et bénéficier de la prime à la qualité.



Le mâle charolais U de 350 kg cotait 2,78 €/kg fin mars (= /2018). Le marché est fluide pour ces animaux plutôt destinés au marché français. La demande semble au rendez-vous alors que l'offre est ponctuellement en légère hausse par rapport à un printemps creux en 2018. Les Limousins ont plus de mal à coller aux très bons prix de l'an dernier qui avaient été dopés par la pénurie d'offre : le U de 300 kg cotait 2,86 €/kg fin mars (-1% /2018).

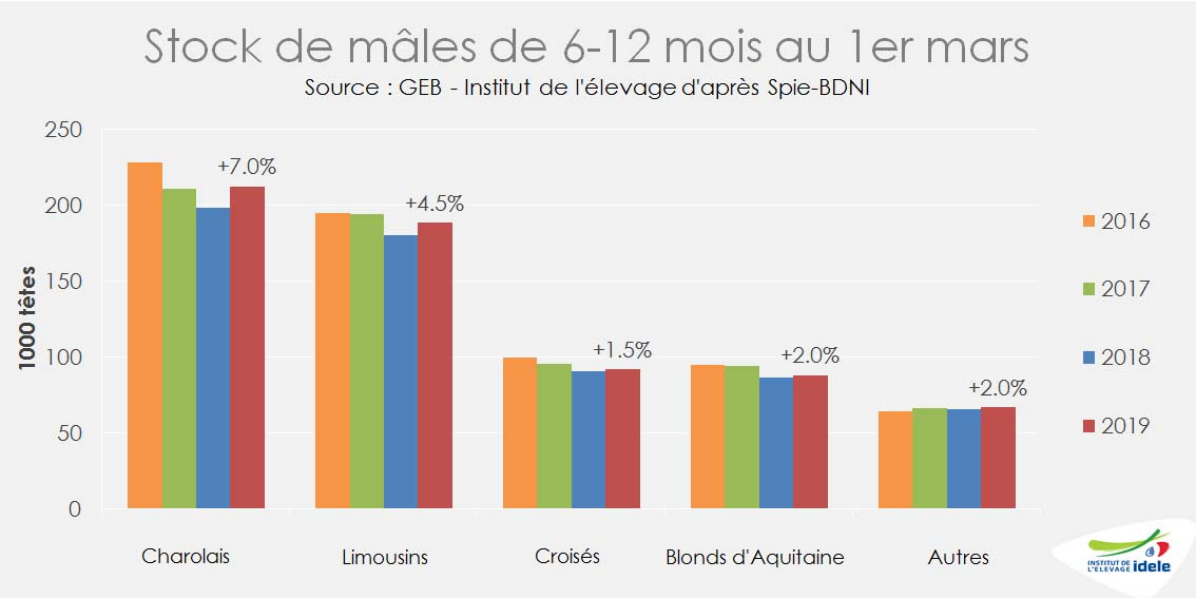
Marché très fluide en femelles

Le début du printemps est traditionnellement une période d'afflux de petites femelles, les éleveurs faisant le tri dans leur troupeau au moment de la mise à l'herbe. Cet année, cet afflux saisonnier est absorbé sans problème par un marché italien toujours plus demandeur de génisses. Les cotations sont supérieures à celles des années précédentes. A 2,65 €/kg fin mars, celle de la femelle charolaise U de 270 kg dépassait de 1% son niveau de l'an passé. Les croisées ne sont pas en reste, à 2,54 €/kg pour les U de 260-270 kg (+2% /2018). Elles ont notamment les faveurs des petits engraisseurs italiens. La stabilité reste de mise pour les Limousines, à 2,79 €/kg pour les E de 270 kg (= /2018), à l'image des Limousines finies sur la bourse de Modène (2,95 €/kg vif ; = /2018) qui sont orientées vers le marché de niche haut de gamme.

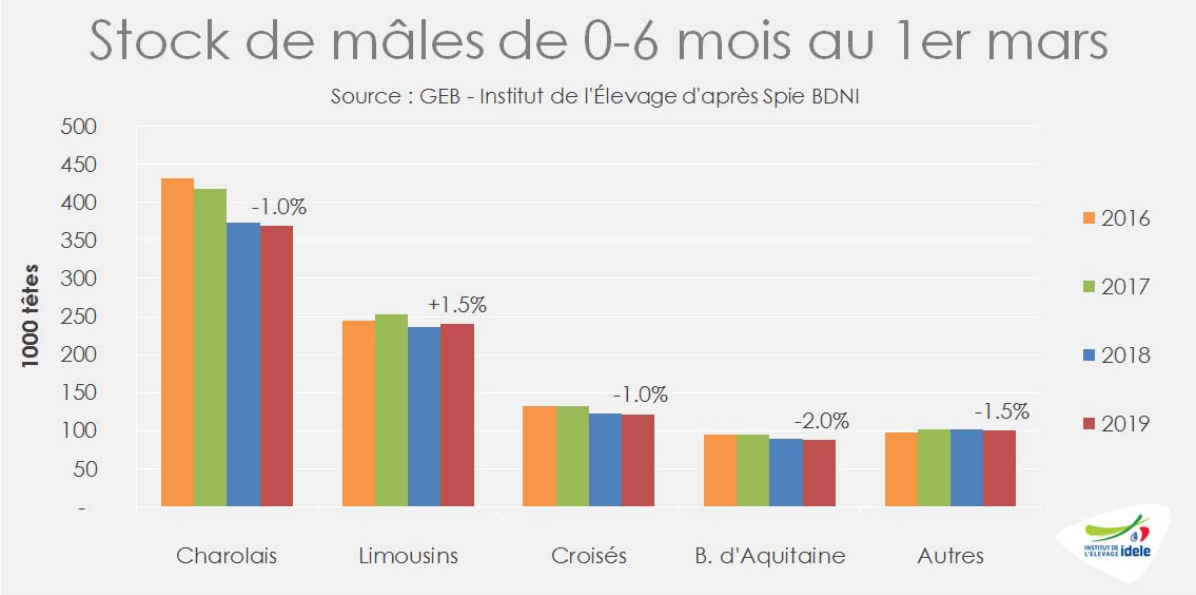


Offre limitée et naissances en baisse

Au 1er mars, les effectifs de mâles de race à viande âgés de 6 à 12 mois étaient ponctuellement en hausse par rapport à un point bas en 2018 (+4%), mais restaient en baisse par rapport à 2017 (-2%). Le second semestre 2017 avait en effet accusé une forte baisse des naissances en particulier dans les bassins charolais et limousin qui s'était répercutée sur les disponibilités en broutards en 2018.

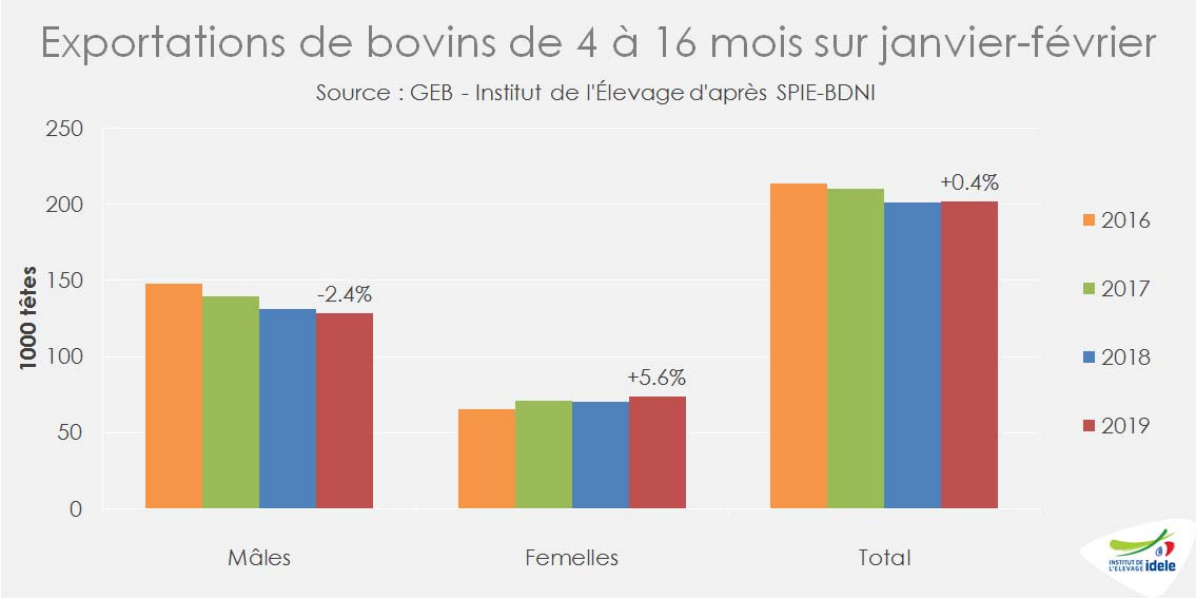


Les stocks de mâles de 0 à 6 mois étaient quant à eux en baisse au 1er mars (-0,5% /2018 ; -8% /2017). Ceci est dû à un nouveau décrochage des naissances de veaux viables en janvier et février (-37 000 têtes, mâles et femelles confondus, soit -5% /2018). La baisse du cheptel de vaches (-1,7% /2018 au 1er mars) n'est pas suffisante pour expliquer ce recul des naissances. Le sérotype 8 de la FCO aurait provoqué de nombreuses naissances de veaux non viables durant l'hiver selon GDS France, ces veaux ayant été contaminés par transmission transplacentaire (voir l'article de Réussir Bovin Viande).



Toujours plus de femelles exportées

D'après les mouvements notifiés en BDNI, les exportations de bovins âgés de 4 à 16 mois sont stables d'un an sur l'autre sur les 2 premiers mois de l'année. Toutefois, alors que les flux de mâles continuent de s'éroder (-2% /2018), ceux de femelles poursuivent leur croissance (+6%).



Le marché italien, qui absorbe 78% des bovins maigres français d'après les Douanes, se repositionne sur les femelles, répondant à la demande de certaines enseignes de grande distribution souhaitant privilégier la « Scottone » (génisse), plus tendre et moins lourde. Le marché espagnol (16% des effectifs) est quant à lui en retrait par rapport aux années précédentes où les ventes avaient été très dynamiques. L'arrêt des envois vers la Turquie, dû à la dépréciation de la livre turque, occasionne une baisse de demande pour les mâles et un recentrage sur les femelles pour le marché intérieur espagnol qui reste lui plutôt dynamique. Les ventes sur l'Algérie (-14%) étaient en baisse sur les 2 premiers mois de l'année en raison d'obligations règlementaires contraignantes qui ont été levées depuis. En revanche, quelques mâles légers ont pris le chemin du Maroc où la concurrence de l'Espagne était réduite, et de la Tunisie qui revient ponctuellement aux achats. Les Douanes indiquent également quelques 600 têtes vers Israël, un flux qui aura du mal à se maintenir pour des raisons de prix, les broutards portugais arrivant en Israël 12% moins chers que les broutards français.

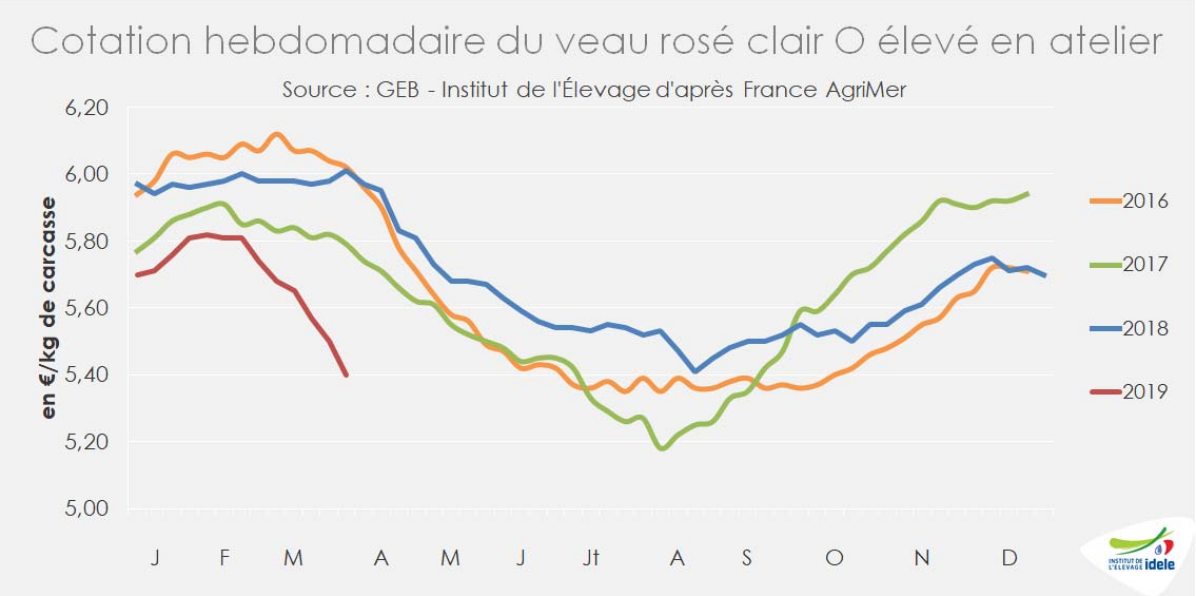
Viandes bovines » Veaux de boucherie »

Des cours en chute libre

Depuis la mi-février, les cours des veaux gras subissent une chute saisonnière violente et précoce. La consommation en berne et la production néerlandaise surabondante déstabilisent le marché.

Dégradation rapide et marquée des cours

Déjà faibles en début d'année, les cours des veaux de boucherie ont plongé à partir de la mi-février, bien avant leur baisse saisonnière qui démarre habituellement courant avril. Le veau rosé clair O élevé en atelier est ainsi coté à 5,40 €/kg en semaine 13, soit 10% sous son niveau de 2018. Il faut remonter à l'été 2017, au creux annuel de la consommation, pour retrouver des prix aussi bas. Les veaux mieux conformés sont aussi dépréciés : la cotation du veau rosé clair R élevé en atelier est tombée à 5,96 €/kg fin mars (-8% /2018).



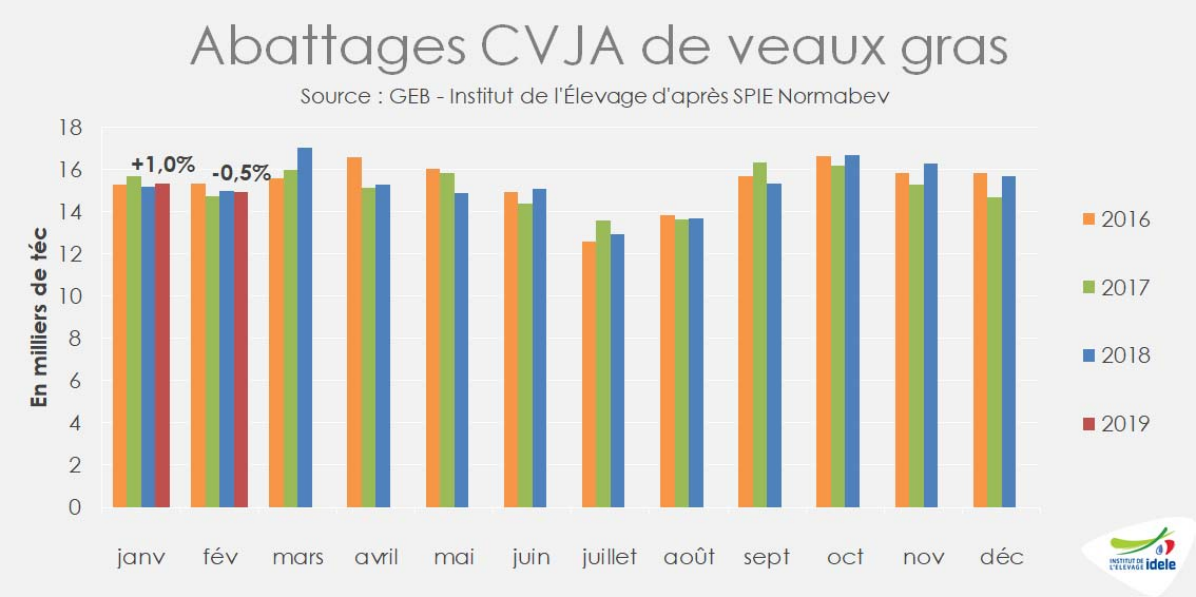
Consommation en berne et rétention dans les ateliers

Les températures clémentes du mois de février ont impacté les achats des ménages, malgré la tenue du festival du veau (campagne de promotions en GMS). D'autre part, le dynamisme de la production aux Pays-Bas, observé au second semestre 2018, qui s'est très probablement prolongé début 2019, pèse sur le du marché européen du veau.

La lourdeur du marché oblige les intégrateurs à reporter les sorties de veaux finis dont les durées d'engraissement sont allongées jusqu'à trois semaines et les poids sont alourdis.

Abattages stables en France

En février, la production abattue en France a reculé à 104 000 têtes (-1,5% /2018), mais est stable en volume à 14 900 téc (-0,5% /2018), du fait de l'alourdissement des carcasses à 143,5 kg (+1%). Sur les deux premiers mois de 2019, les abattages totalisent 30 200 téc (= /2018). La stabilisation des abattages est toujours due aux importations de veaux vifs finis depuis la Belgique principalement (5% des abattages totaux au second semestre 2018) qui compensent la baisse structurelle de la production de veaux français.



Production plus abondante et pesante aux Pays-Bas

Les Pays-Bas ont révisé à la hausse les données d'abattages de veaux néerlandais au second semestre 2018. Ainsi, la production nationale annuelle s'établit à 244 600 téc en 2018, soit un bond de +18% /2017. Elle représente 37% de la production communautaire. Parallèlement, la production annuelle de viande de « bovins jeunes » (catégorie Z), élevés comme des veaux et abattus entre 8 et 12 mois, progresse encore plus vite (+22% /2017 à 34 400 téc).

La filière, toujours dynamique, peine à valoriser la viande de veau et les efforts pour trouver des débouchés à l'international (campagne de communication et nouveaux accords commerciaux) n'ont pas permis d'éviter l'encombrement du marché européen. La cotation du veau de boucherie pie-noir néerlandais, qui avait chuté dès janvier, s'est stabilisée depuis mi-février à 4,50 €/kg (-11% /2018). Cette stabilisation pourrait signaler un ralentissement du phénomène mais en janvier, la production néerlandaise a bondi de +41% /2018 à 22 630 téc.

Viandes bovines » Veaux nourrissons »

Cours atones malgré la baisse des naissances

L'encombrement du marché du veau gras et la demande espagnole moins rémunératrice plombent le marché du veau nourrisson alors que les naissances ont été exceptionnellement faibles en février.

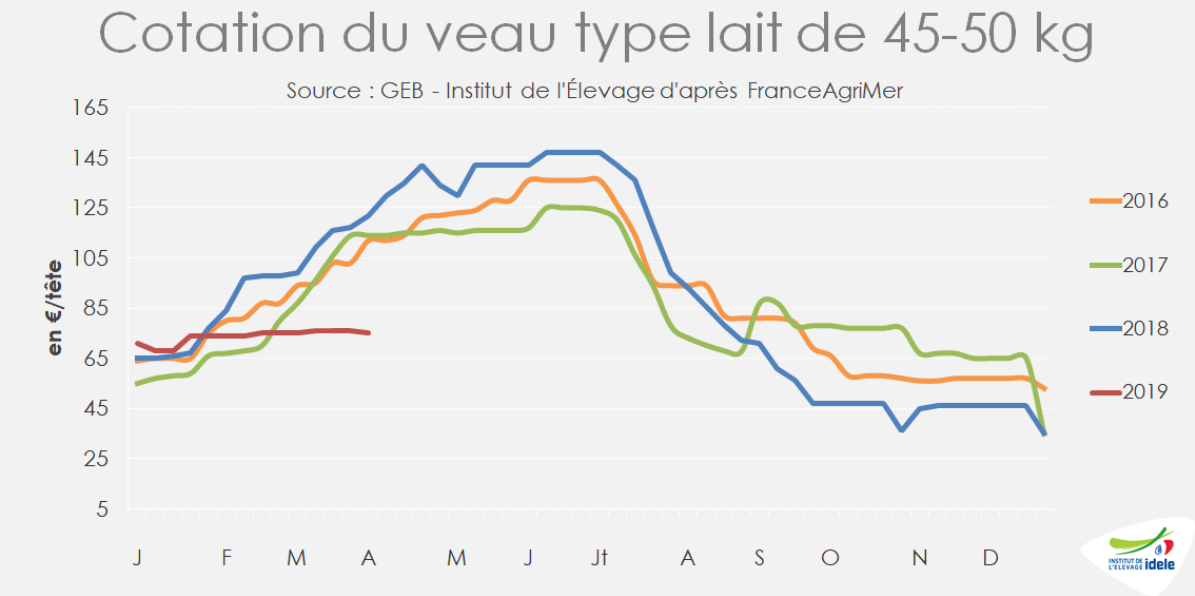
Fort recul des naissances

En février, les naissances de veaux de mère laitière ont chuté de -8% /2018, à 222 000 têtes après un mois de janvier plutôt normal. En somme sur deux mois, elles ont reculé de 3% /2018, à 493 000 têtes. Au-delà d'un possible décalage des vêlages, à vérifier en mars-avril, ce recul marqué des mises bas est à ce stade délicat à analyser.

Pas de hausse saisonnière des cours

Malgré les naissances en baisse, les cours des petits veaux ne connaissent pas de hausse saisonnière. En

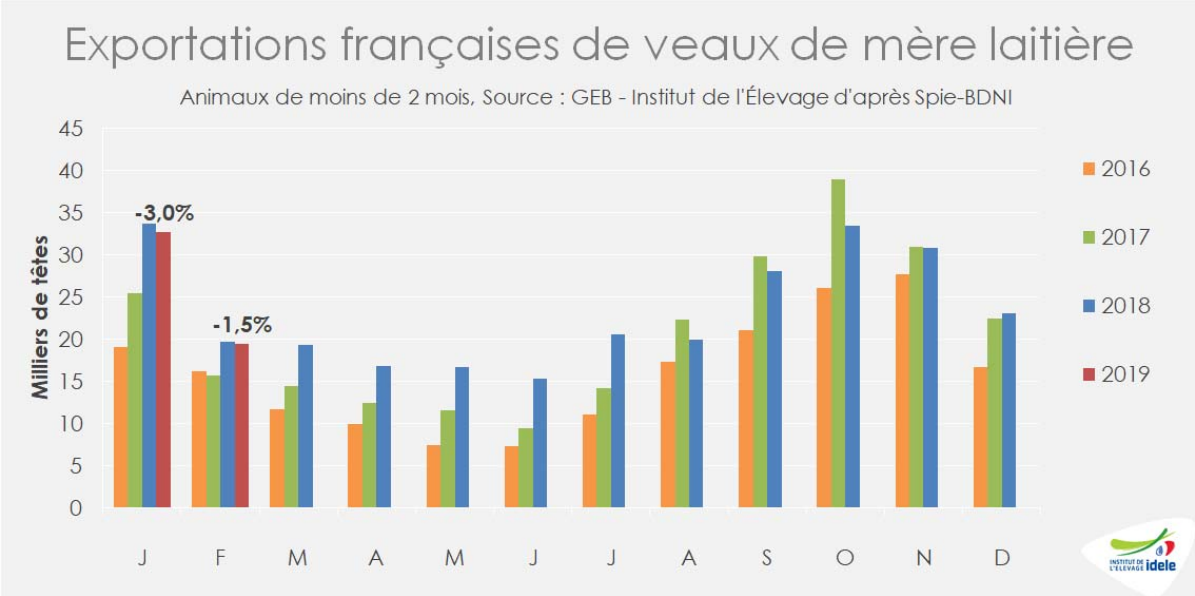
semaine 14, la cotation du veau mâle type lait de 45-50 kg se situe à 75 €/tête 55 € sous son niveau de l'an dernier à la même période (-42% /2018 ; -34% /2017). Vu l'encombrement fort du marché du veau gras, premier débouché de ces animaux, les intégrateurs ont des besoins limités.



A cela s'ajoute une moindre demande espagnole en veaux nourrissons français destinés à l'engraissement. Le marché du JB y est encombré du fait de la hausse des abattages et suite à la fin des importations turques de JB espagnols vifs, et ce, dans un contexte de marché communautaire déjà lourd (lien article JB en Europe).

Des exports importants, mais des marchés peu rémunérateurs

En février, les exportations de veaux nourrissons ont totalisé 19 400 têtes (-1,5% /2018). Soit 52 100 têtes en deux mois. Les effectifs expédiés sont en baisse par rapport aux records de l'an passé (-2,5% /2018), mais se situent à des niveaux historiquement élevés (+20% /2017), malgré les faibles naissances.



Bien que les importations espagnoles de petits veaux, qui représentent 94% des envois français, se poursuivent, le marché est très peu rémunérateur. En mars, le cours du veau frison de moins d'un mois en Espagne s'élève à 76 €/tête, soit -18% /2018 et -20% /2017. Ainsi, les cotations sont similaires aux cours français alors même que l'envoi de petits veaux nécessite des frais supplémentaires de transport et sanitaires (vaccins et/ou PCR).

Collecte contenue et marchés mieux orientés

En mars, les marchés des ingrédients laitiers ont visiblement été parasités par la menace d'un *Brexit* sans accord, Cette perspective désormais repoussée, les cours pourraient se redresser d'autant que la ressource laitière demeure peu abondante dans les grands bassins laitiers excédentaires.

La production laitière est atone dans la plus part des grands bassins excédentaires. Elle fléchit en Australie et en Argentine. Elle marque le pas aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande, tandis qu'elle se rétablit doucement dans l'UE-28.

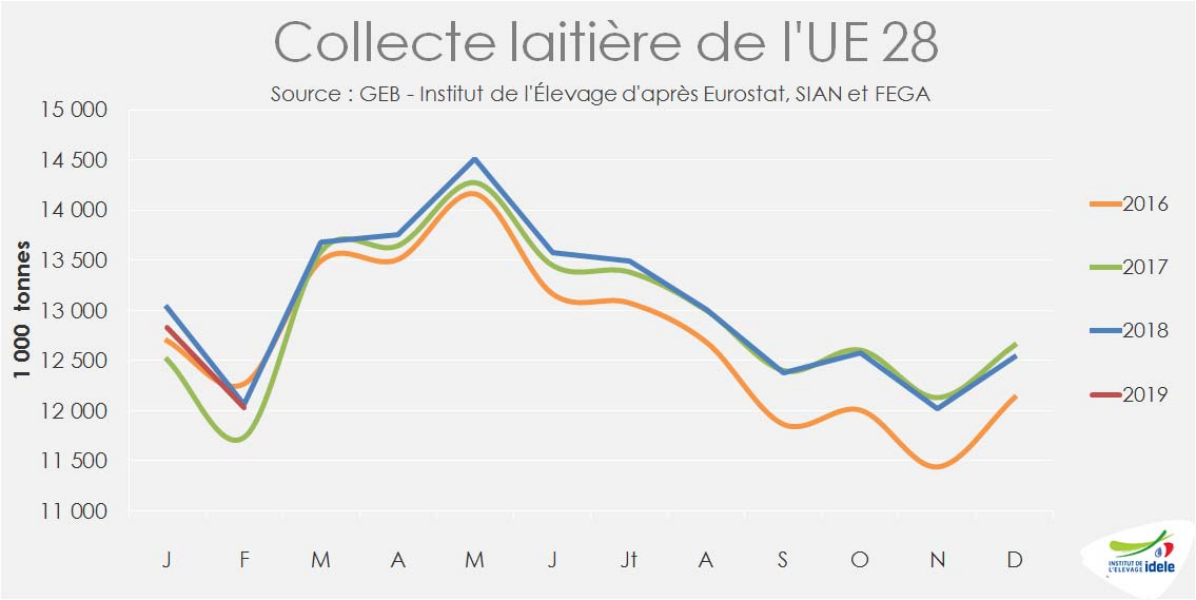
En février, la collecte européenne avait pratiquement retrouvé son niveau de 2018 tandis qu'elle a pu progresser en mars. L'UE-28 demeure cependant divisée entre une moitié des pays qui subit toujours un repli de la production et une autre en croissance.

Lait de vache » Collecte laitière »

Elle se rétablit dans l'UE-28

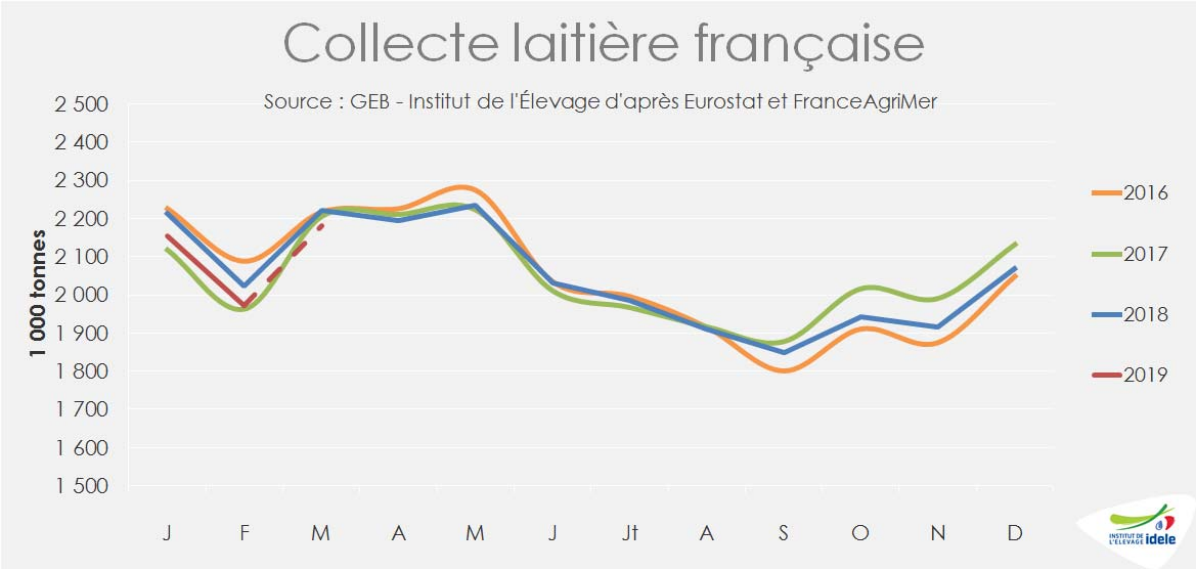
En février, la collecte européenne a pratiquement retrouvé son niveau de 2018, et pourrait croître de nouveau en mars. L'UE-28 demeure cependant divisée entre une moitié des pays qui accuse un repli de la production et une autre chez qui elle progresse.

Après avoir enregistré un très fort repli en janvier (-1,5% /2018), la collecte européenne s'est en février rapprochée de son niveau de l'année dernière, en affichant un léger recul de -0,3% /2018. Mais cette moyenne ne rend pas compte des différences d'évolution entre pays : la moitié des États ont encore enregistré des baisses de collecte, dont la France, les Pays-Bas et l'Italie.

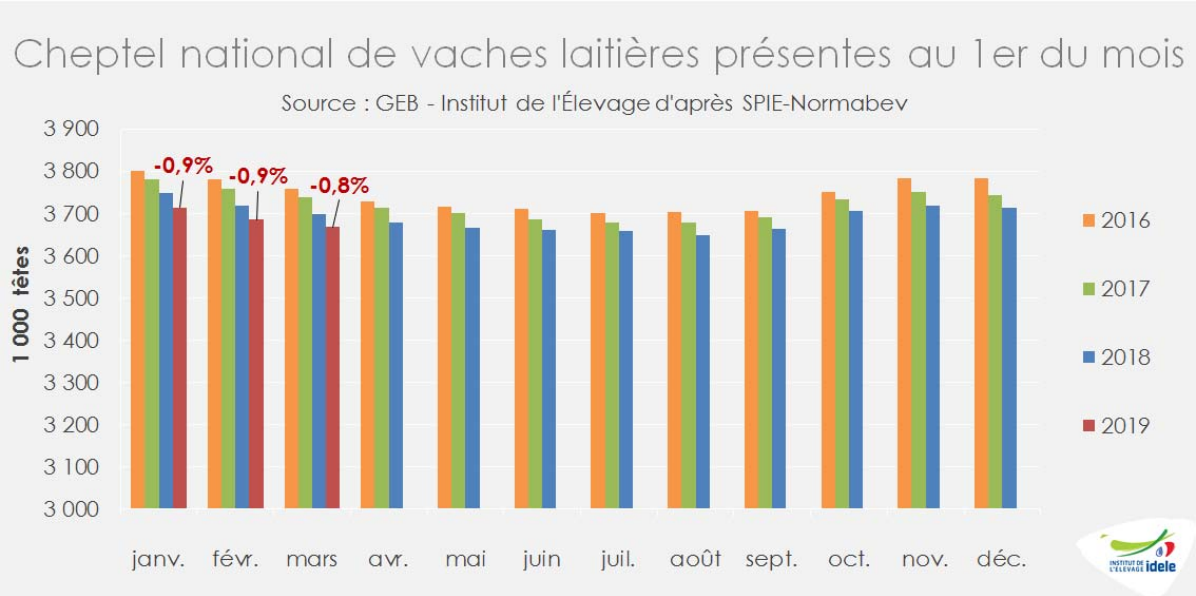


Prolongation de la baisse de production française

La baisse de production nationale, entamée en août 2018, a connu en février son 7ème mois de repli consécutif. Après avoir atteint -3,8% en novembre, le recul s'atténue de mois en mois, mais reste encore fort en février (-2,5% /2018). La Bretagne et la Normandie sont les seules régions qui affichent une hausse de la collecte. Les Hauts de France enregistrent un faible repli en février (-0,6% /2018), tandis que la baisse est plus forte dans les Pays de la Loire (-3,3%) et le Grand Est (-4%). Sur les deux premiers mois, le recul au niveau national atteint les 2,6% /2018.



Avec 3,668 millions de vaches au 1er mars (-0,8% /2018), le recul du cheptel laitier est stabilisé depuis novembre, après avoir traversé une période de réformes abondantes de juillet à octobre qui a limité la hausse saisonnière des effectifs, malgré des entrées abondantes de génisses. En février, les entrées de génisses ont légèrement baissé et les sorties de vaches, réformes essentiellement, ont nettement reculé, avec au final un solde mensuel un peu moins négatif qu'en 2018.

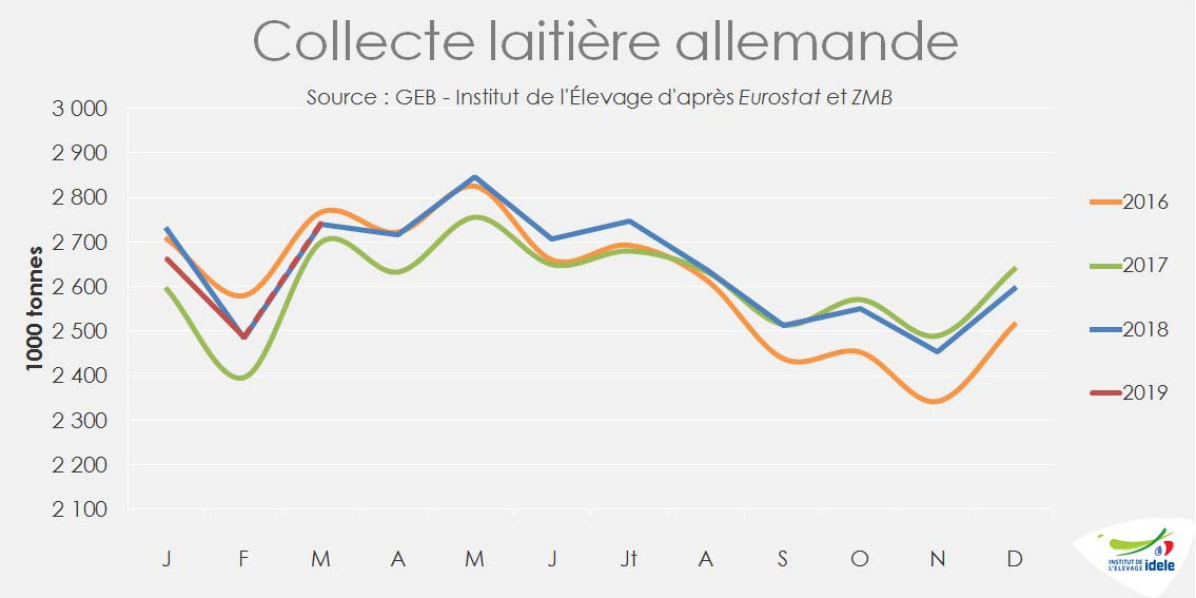


Après une baisse saisonnière limitée durant l'automne grâce à la remontée des cours des ingrédients laitiers, le prix du lait standard toutes filières confondues (y compris les laits AB et AOP) a stagné en février à 346 €/t (+2,3% /2018), le niveau le plus élevé pour le deuxième mois de l'année depuis 2014. En février, la qualité du lait, s'est de nouveau dégradée. Le taux de la matière grasse s'est replié pour le 3ème mois consécutif et s'établit à 42,42 g/l (+0,13 g /2018) et celui de la matière protéique pour le 2ème mois consécutif à 33,57 g/l (+-0,05 g/l /2018). Le prix du lait standard conventionnel s'est également stabilisé en février, à 333 €/1 000 l. La lente amélioration de la valorisation commerciale du lait transformé en beurre et poudre maigre n'a pas permis une hausse des prix du lait. Mais les prix de plusieurs de nos voisins ont reculé (Allemagne, Royaume-Uni, Pays-Bas).

La relative bonne tenue du prix du lait, un effectif de vaches stabilisé et des conditions climatiques favorables en mars à la pousse de l'herbe ont probablement atténué la baisse de la production, attendue en recul de moins de -2% en mars d'après nos estimations basées sur les sondages hebdomadaires FranceAgriMer. La collecte française pourrait se rapprocher de son niveau de 2018 en avril, sauf si les faibles pluies et les températures fraiches pour la saison freinaient la pousse de l'herbe.

Stabilisation de la collecte allemande

Après un creux enregistré en janvier (-2% /2018), la collecte allemande s'est redressée, retrouvant en février et en mars les volumes de 2018 grâce à des températures relativement douces et saisonnières. Sur le 1er trimestre elle aurait reculé de -0,8% /2018. A 319 €/1 000 l, (ramené à 38 g de MG et 32 g de MP), le prix du lait standardisé a légèrement reculé en février mais est repassé au-dessus de son niveau de 2018 (+1% soit +3 €/ 1000 l).



Recul de la production dans la moitié des États membres

Outre la France, de nombreux pays ont encore affiché un recul de la collecte. Si les **Pays-Bas** ont enregistré en février leur 13ème mois de consécutif de repli, le mouvement s'est atténué grâce à de bonnes conditions météorologiques (-1,8% /2018). Sur les deux premiers mois de l'année, la baisse de la collecte néerlandaise s'établit à -3,6% /2018. L'Autriche et l'Italie affichent également des productions en recul.

Des hausses de production dans les pays du Nord

Au **Royaume-Uni**, La collecte a poursuivi sur sa lancée en février, avec un nouveau record historique (+3,1% /2018), malgré un prix en recul d'un mois sur l'autre (-1,5%) et par rapport à 2018 (-0,4%). Sur les deux premiers mois de 2019, la hausse se chiffre à 2,9% /2018. Cette progression serait due à l'utilisation importante d'aliments concentrés pendant l'hiver en raison d'une faible production de fourrages l'été dernier, tirant les rendements par vache. En outre, s'il persiste, le climat doux pourrait avoir des effets bénéfiques sur la production laitière dans les semaines à venir. Les experts britanniques tablent sur une hausse de production 0,7% sur la nouvelle campagne laitière 2019/2020 qui débute le 1er avril.

Après un dernier trimestre 2018 particulièrement dynamique (+21% /2017), la collecte irlandaise continue de croître, mais à un rythme ralenti au cours deux deux premiers mois de 2019 (+3,2% /2018). Le prix du lait aurait de nouveau reculé en février, conséquence des incertitudes liées à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et de la stabilité des cours des produits laitiers sur le marché mondial.

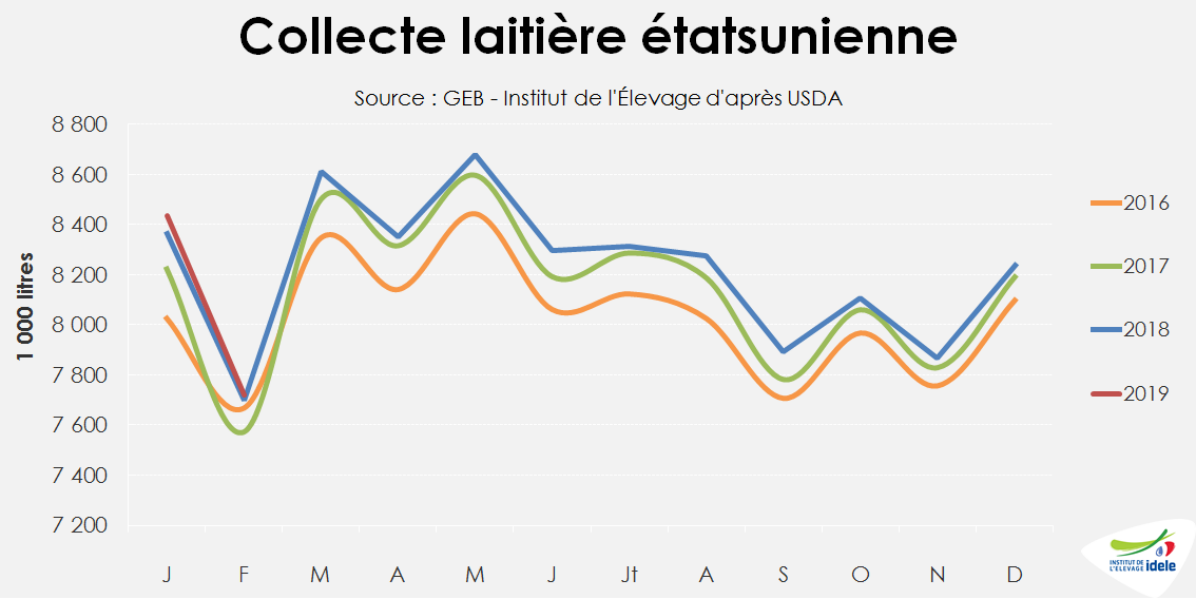
La production reste dynamique en Pologne et au Danemark où elle enregistre une croissance de +3,2% /2018 sur les deux premiers mois.

Lait de vache » Collecte laitière »

Recul de la production laitière dans les bassins excédentaires

En ce début 2019, l'ambiance dans la production laitière est relativement morose. La production fléchit en Australie et en Argentine, tandis qu'elle marque le pas aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande. La collecte de l'UE-28 revenant à peine à son niveau de 2018, le cumul des 5 principaux bassins exportateurs affiche une légère baisse début 2019, qui pourrait se prolonger dans les prochains mois.

Après un rebond en janvier (+0,9% /21018), la hausse de la production étatsunienne s'est de nouveau ralentie en février (+0,2% /2018) ; soit une hausse de 0,6% sur les 2 premiers mois de l'année. Cette quasi-stagnation survient alors que le prix du lait toutes classes a progressé sur les 2 premiers mois de l'année, à un niveau supérieur de 10% à celui de février 2018. En outre, le coût alimentaire calculé par l'USDA a reculé, entraînant en février une hausse de la marge sur coût alimentaire : de +3% d'un mois sur l'autre et de +19% d'une année sur l'autre.



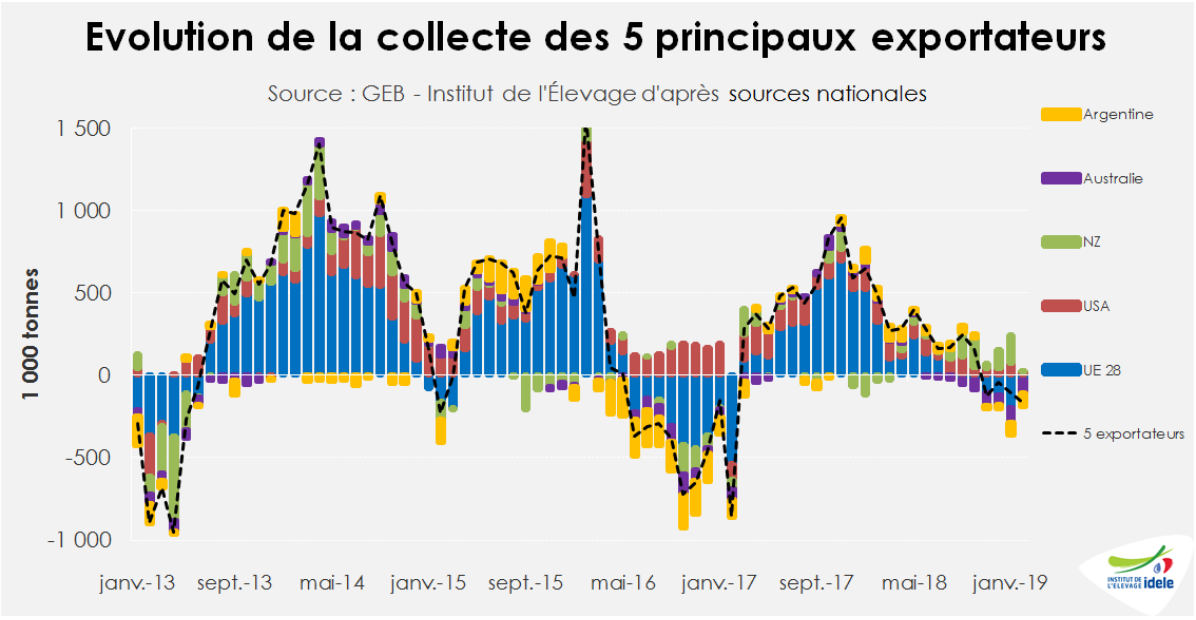
Le faible rythme de croissance du début de l'année pourrait s'expliquer par la restructuration consécutive à la mauvaise année 2018, marquée par des prix très bas et une marge du coût alimentaire la plus faible depuis 2013. Près de 7% des exploitations laitières commerciales auraient cessé leur activité en 2018, si bien que les réformes de vaches laitières sont très élevées sur les 2 premiers mois de l'année 2019 (+11% /2018).

Alors que la production néozélandaise avait progressé àr un rythme élevé au cours de 8 premiers mois de la campagne (+5% /2017-2018, de juin à janvier), elle a marqué le pas en février (=/2018). Des conditions climatiques sèches et des températures élevées ont touché l'île du Nord et quelques zones de l'ile du Sud. Les éleveurs disposeraient de réserves fourragères et de marge de manœuvre économique compte tenu de la révision à la hausse en février par Fonterra de son prix, de 6,00-6,30 NZ$/kg MS à 6,30-6,60 $ (mettre une équivalence et €/litre si possible). Cependant certains éleveurs pourraient stopper plus tôt que prévu les lactations, dans l'objectif de conserver des fourrages pour l'hiver.

La production laitière australienne s'enfonce dans la crise avec un recul de près de 12% sur les 2 premiers mois de l'année, portant à -6,6% le repli de la production depuis le début de la campagne en juillet 2018. Les abattages de vaches laitières demeurent élevés et des éleveurs avancent les tarissements des vaches pour préserver des fourrages. Les faibles pluies pourraient se poursuivre au cours de l'automne aggravant ainsi le manque de ressources hydriques qui touche une grande partie du pays.

Depuis le mois de novembre 2018, la production argentine ne cesse de se contracter : -10% /2018 en février après -7% en janvier. L'été austral chaud et sec semble expliquer une grande partie de cette baisse. Mais les conditions économiques, avec une inflation galopante (+25% en 2019) et un coût de l'alimentation animale en hausse, pénalisent aussi bien les consommateurs que les éleveurs, malgré la hausse du prix du lait à la production.

Les **5 principaux bassins excédentaires** accusent donc une baisse de production pour le 3ème mois consécutif (-0,4% /2018), la plus importante depuis février 2017. Les tendances à l'œuvre laissent penser qu'un rebond de la production n'est pas attendu avant plusieurs mois.



Suspendus à l'issue du Brexit

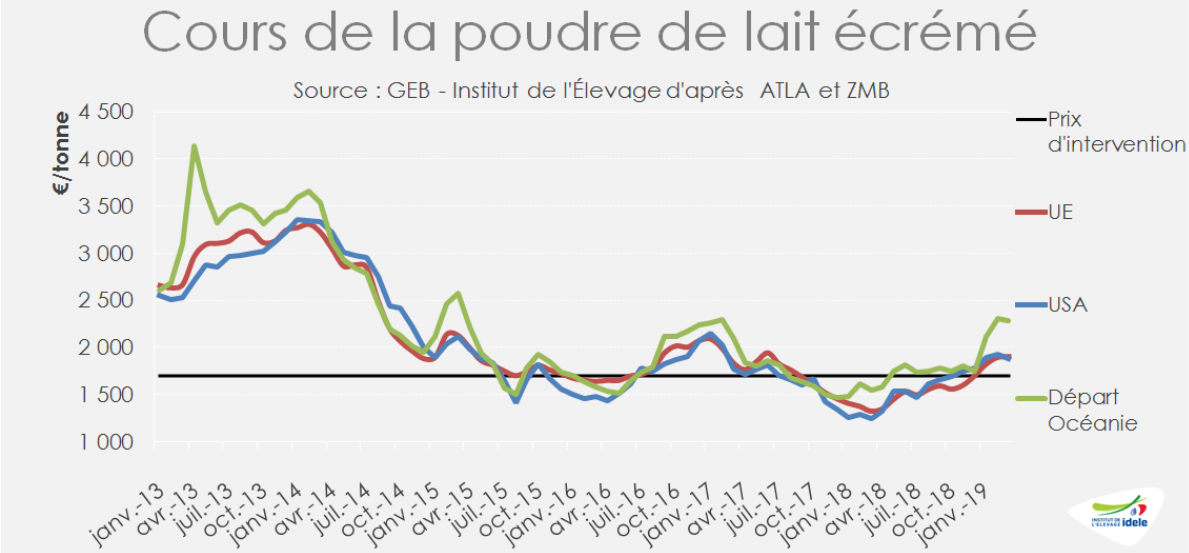
Les marchés des ingrédients laitiers ont visiblement été parasités par la perspective d'un Brexit sans accord, malgré une demande internationale plutôt ferme et une ressource laitière stationnaire dans l'ensemble des grands bassins exportateurs. Cette hypothèque désormais repoussée, les cours devraient se redresser, dans les prochaines semaines.

Marché de la poudre maigre fébrile en mars

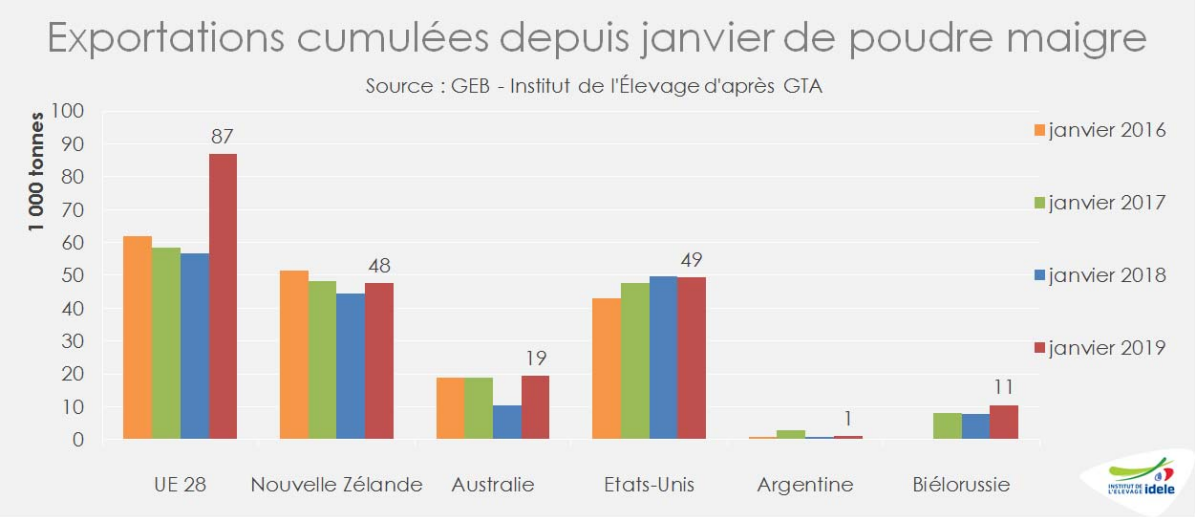
Malgré des fondamentaux très favorables, le cours de la poudre maigre en Europe reste scotchée sous les 2 000 €/t. En mars, la cotation ATLA a même perdu 100 €/t en 5 semaines revenant à 1 900 €/t en semaine 14, après avoir connu une phase de lent redressement. Dans le même temps, le cours mondial au départ de l'Europe de l'Ouest a cédé 45 €/t d'un mois à l'autre, à 2 050 €/t en mars.

Les disponibilités en poudre de lait sont pourtant peu abondantes. Dans l'UE-28, les fabrications de poudre de lait ont au mieux égalé en mars celles de l'an dernier et les stocks d'intervention sont désormais résorbés. En Nouvelle-Zélande, la baisse saisonnière de la collecte ralentit les fabrications ce qui tend les cours d'autant que les stocks sont aussi faibles. Le cours départ Océanie a bondi de 500 €/t à 2 250 €/t en mars. Aux États-Unis, les fabrications sont aussi moins abondantes, mais les stocks sont de même ampleur que l'an dernier début avril.

Or, les acheteurs qui avaient été très actifs en janvier et février, semblaient attentistes en mars, à la veille de l'échéance initiale de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.



En janvier, les échanges internationaux de poudre maigre avaient été très dynamiques (+27% /2018), selon les expéditions des 6 principaux fournisseurs. D'un côté les disponibilités étaient très abondantes, en premier lieu dans l'UE et aux États-Unis grâce à des stocks encore conséquents. De l'autre de nombreux utilisateurs ont anticipé des achats afin de couvrir à plus ou moins court terme la remontée des cours. De plus les opérateurs chinois avaient « consommé » tout leur contingent à droit nul de produits néozélandais, provoquant un bond des importations de poudre maigre (+28% à 58 000 t). L'UE-28 a animé le marché. Les opérateurs européens ont ainsi écoulé l'essentiel des stocks d'intervention qu'ils avaient rachetés à la puissance publique. Les expéditions européennes avaient bondi de 53% en janvier. Les Etats-Unis ont maintenu leurs expéditions. Malgré une production laitière ralentie, l'Australie avait presque doublé ses exportations, mais demeure un fournisseur modeste. La Nouvelle-Zélande avait aussi accru de 7% ses expéditions.

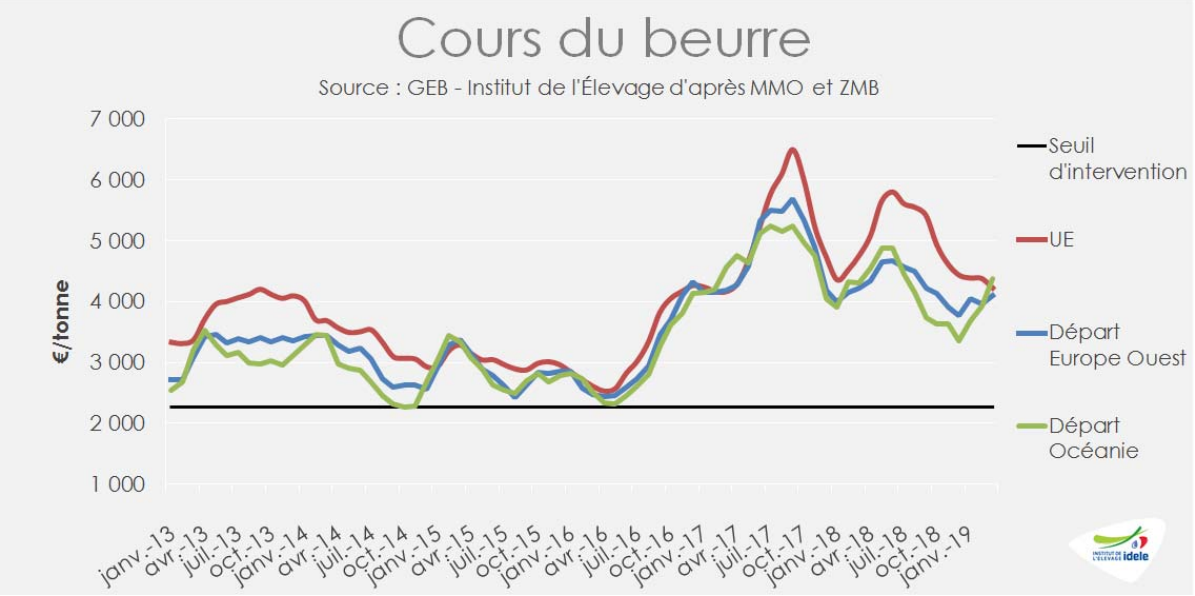


Dans les prochains mois, les échanges internationaux s'annoncent plus modérés et contenus par les moindres disponibilités et les cours devraient logiquement se redresser.

Convergence des cours sur le marché du beurre

Depuis janvier, les cours du beurre en Europe continuent de se déprécier, mais demeurent à de bons niveaux. La cotation ATLA sur le marché spot s'est stabilisée 4 200 €/t après une baisse de 300 €/t entre mi février et mi mars (-14% /2018). Le cours moyen dans l'UE a cédé 150 €/t d'un mois à l'autre à 4 225 €/t. La moindre tension du marché du beurre tient à une demande intérieure peu vigoureuse, à l'instar des achats des ménages allemands en baisse de 5% sur les deux premiers mois de 2019, mais aussi à des stocks redevenus normaux.

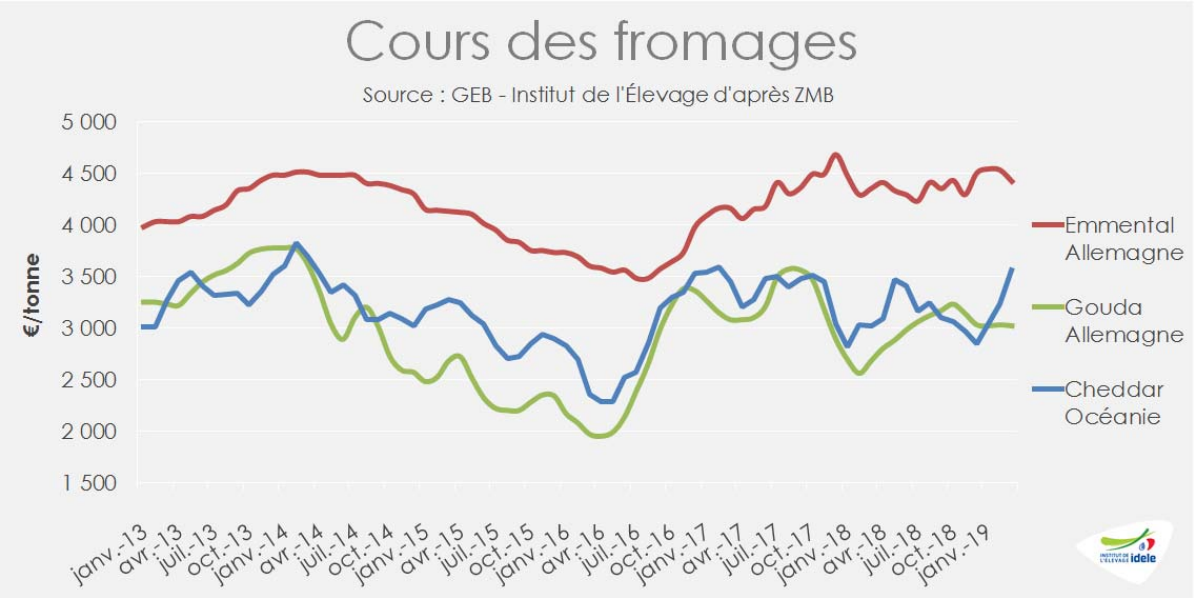
Ainsi le beurre européen expédié sur le marché mondial est redevenu compétitif (4 100 €/t en mars) face au beurre océanien porté à 4 375 €/t. En Nouvelle-Zélande, les disponibilités sont désormais limitées et les stocks très réduits après une activité commerciale intense au 1er trimestre 2019.



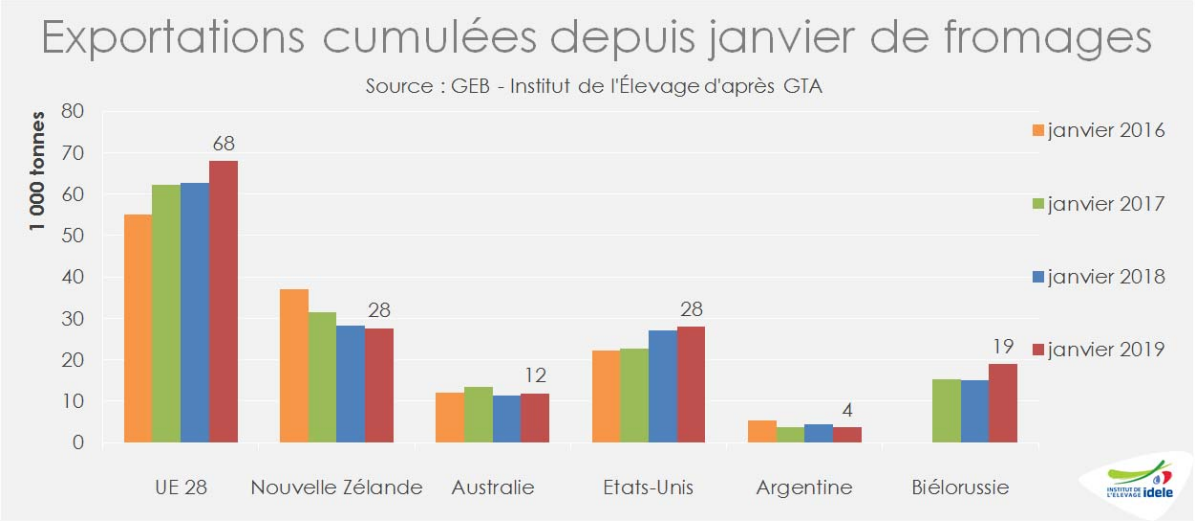
En janvier 2019, la Nouvelle-Zélande avait accru de 44% ses expéditions, portées à 51 000 t et fourni à elle seule les 2/3 des échanges internationaux, loin devant l'UE-28 (-22% à 13 000 t). Tous les autres fournisseurs secondaires (Australie, Biélorussie, Ukraine, Uruguay) avaient aussi accru leurs expéditions. En somme, les échanges internationaux avaient bondi de 23% sur le seul mois de janvier 2019.

Fermeté des cours des fromages

Dans l'UE, Le cours du gouda (fromages ingrédients) est stable à 3 030 €/t en mars (+2% /2018), tandis que celui de l'emmental (spécialité peu échangé) se maintient à 4 420 €/t. Sur le marché mondial, le cours du cheddar poursuit son redressement amorcé depuis janvier, après son point bas atteint en décembre. Celui en partance de Nouvelle-Zélande a flambé faute de disponibilités. A 3 560 €/t en mars, il est 500 € au-dessus du cours du gouda dans l'UE-28.

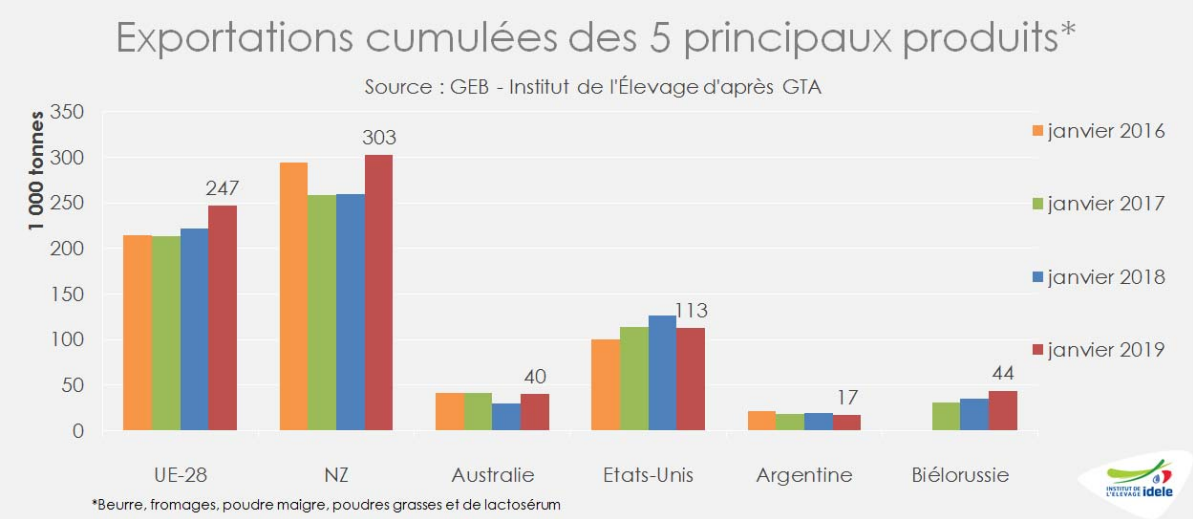


La demande internationale était toujours ferme en début d'année. En janvier, les échanges internationaux ont progressé de 6% d'après les expéditions des principaux exportateurs. L'UE-28 avait fourni l'essentiel des volumes supplémentaires, malgré des fabrications en léger recul, grâce à des stocks entreprise étoffés et une demande intérieure plutôt morose. La Nouvelle-Zélande avait en revanche à peine maintenu ses expéditions de fromages, malgré une production laitière dynamique début 2019. Sa filière a conforté son leadership sur le marché mondial des poudres grasses avec des expéditions qui ont bondi de +18% /2018, à 177 000 t en janvier 2019 soit près 80% de part du marché international.



Des échanges internationaux globalement dynamiques

Tous produits confondus, les échanges internationaux ont bondi de 10 à 11% d'un mois de janvier à l'autre. Seuls les flux internationaux de poudre de lactosérum ont fortement reculé (-15% /2018 à près de 100 000 t), probablement sous l'effet d'un arrêt de la croissance des fabrications fromagères dans l'UE-28 et aux États-Unis.



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Quel serait impact d'un Brexit sans accord sur les marchés laitiers ?

Structurellement déficitaire en produits laitiers (-2 milliards € en 2018), le Royaume-Uni est débouché majeur pour l'Irlande et important pour la France. Un Brexit dur (sans accord) impacterait l'industrie laitière et plus globalement les marchés des produits laitiers, même si la plupart des produits français exportés ne seraient pas taxés.

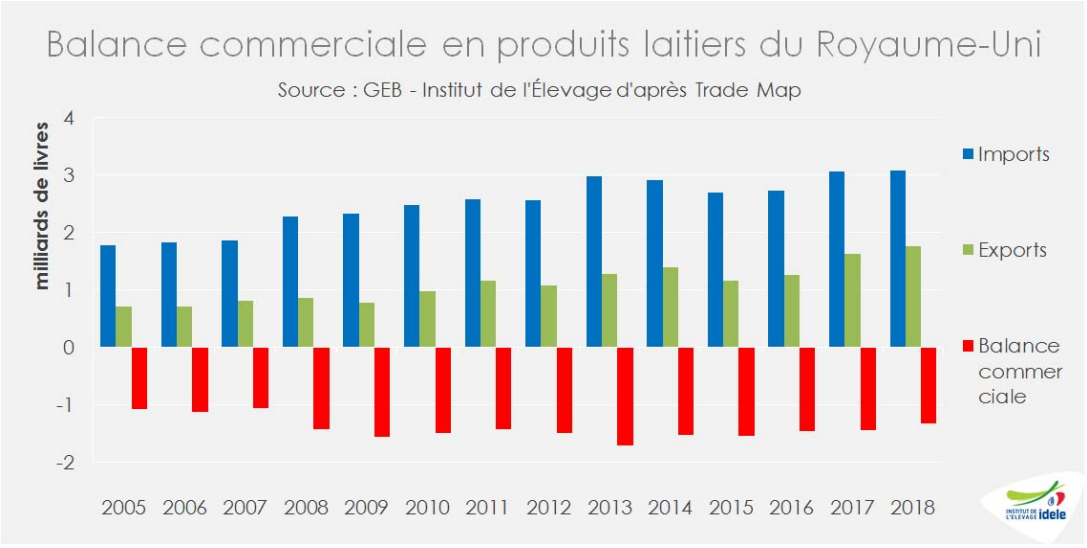
Déficit commercial de 2 milliards d'euros en produits laitiers

En 2018, le Royaume-Uni a importé pour 3,5 milliards d'euros de produits laitiers dont l'UE-27 est le fournisseur quasi exclusif (99% du total). Les principaux produits achetés sont les fromages (49% en valeur), devant les ultra-frais (13%), le beurre (10%) et les boissons lactées, laits et crème (7% chacun). La France est le deuxième fournisseur en produits laitiers (608 millions €), après l'Irlande (1,0 milliard €) et devant l'Allemagne (450 millions €). Les importations de produits laitiers, estimées à 4,8 millions tonnes équivalent lait (TEL), couvrent 30% de la consommation intérieure du pays.

Le marché britannique est ainsi un marché majeur pour l'Irlande qui y réalise près du 1/3 de ses exportations totales, dont plus de 50% des envois de beurre et de fromages. C'est également un débouché important pour la France : le troisième par ordre d'importance, après l'Allemagne et la Belgique, où les transformateurs français commercialisent surtout des fromages frais et des yaourts.

Quoique structurellement déficitaire, le Royaume-Uni exporte surtout du cheddar, secondairement des ingrédients secs, mais aussi du lait cru vers l'Irlande. Au total pour 1,9 milliard € en 2018 dont le tiers (625 millions €) vers l'Irlande la première destination, loin devant la France (163 millions €) en 3ème position après les Pays-Bas. Le tout représente l'équivalent de 22% de la collecte nationale (égale à 14,7 milliards de litres en 2018).

Accord ou pas, les autorités européennes ont décidé que les contingents consolidés à l'OMC seront répartis selon les flux historiques entre le Royaume-Uni et l'UE-27. Par exemple le contingent beurre à droit de douane nul dont bénéficie la Nouvelle-Zélande (74 693 t) serait repris à 63,2% par l'UE-27 et 36,8% par le Royaume-Uni.



Des produits laitiers français non taxés, mais pénalisés dans l'hypothèse d'un Brexit sans accord

Le Royaume-Uni a adopté en mars dernier un régime douanier temporaire d'une durée de un an qui ne taxerait que 87% de la valeur des marchandises totales importées, en cas de sortie sans accord. Parmi les produits laitiers, seules les importations de beurre et de certains fromages seraient taxées. Le beurre supporterait un droit de douane réduit (605 € au lieu de 1 896 €/t à droit plein). Le cheddar, certains persillés (hors Roquefort et gorgonzola), les fromages fondus et ceux destinés à la fonte seraient taxés à 13,2% des droits de la nation la plus favorisée, soit entre 186 et 284 €/t.

Les exportations françaises, composées essentiellement de fromages frais et d'ultra-frais, seraient en somme presque toutes non taxées, en cas de sortie sans accord. Malgré cela, les flux commerciaux de produits laitiers, comme de marchandises en général seraient très perturbés par la réinstauration des contrôles douaniers et sanitaires aux frontières, supprimées depuis l'instauration du marché unique, même si le gouvernement britannique a admis qu'il n'aurait pas les moyens de développer les contrôles sanitaires et phytosanitaires au complexe Douvres-Folkestone (point d'arrivée des ferries et du trafic ferroviaire).

Le report du « Brexit » allège la tension sur le marché ovin

Alors qu'un « no deal » au 12 avril 2019 aurait fortement affecté le commerce français en viande ovine à la veille de Pâques (le 20 avril), le report de la date du « Brexit » jusqu'au 31 octobre réduit, au moins temporairement, la pression sur le marché ovin.

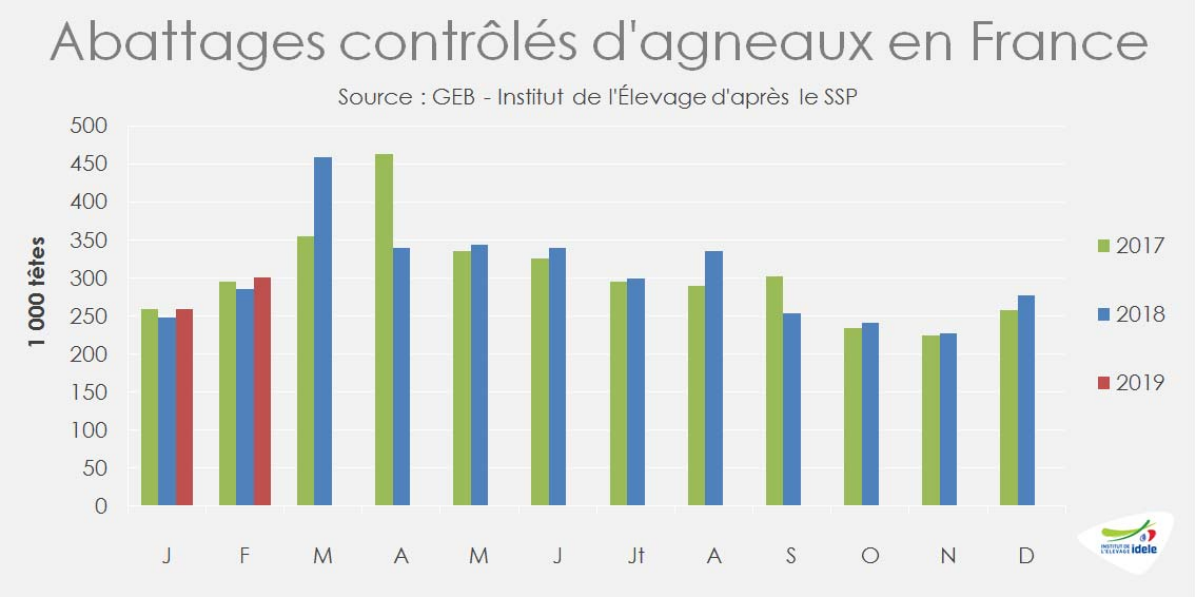
Viande ovine » France »

La production française reste orientée à la hausse

Après une légère augmentation en 2018 (+0,6% /2017), la production française de viande ovine a poursuivi son essor début 2019.

Les abattages français d'agneaux continuent leur progression

Poursuivant la tendance des mois précédents, les abattages français d'agneaux ont à nouveau grimpé de 5% en février, pour atteindre 300 700 têtes.

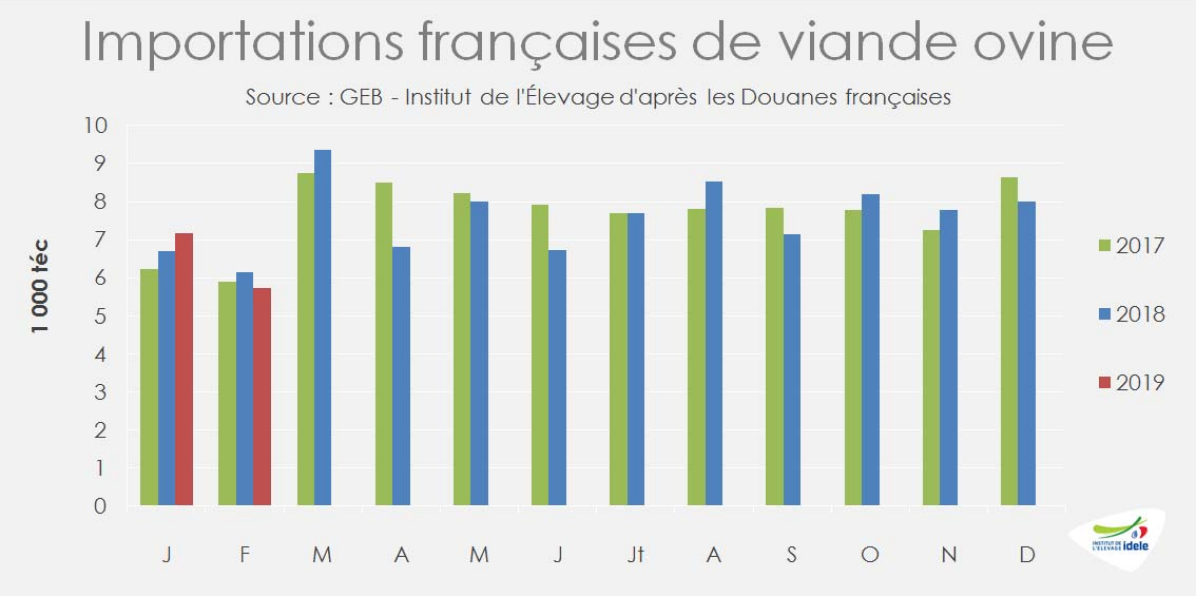


Les abattages d'ovins adultes se sont en revanche repliés de 1% en février, à 42 000 têtes. Alors que le poids carcasse moyen des agneaux était stable (à 18,0 kg), les carcasses d'ovins adultes se sont allégées (-2% /2018, à 26,3 kg en moyenne). La production française de viande ovine s'est ainsi établie à 6 400 téc au mois de février, soit 4% de plus que l'année précédente.

En cumul sur janvier et février 2019, la hausse de la production française est de 3% par rapport à 2018.

Moins de volumes importés en février

Après un bond de 7% en janvier, les importations françaises de viande ovine sont reparties à la baisse en février (-6% /2018 à 5 700 téc), suite à la chute des arrivées irlandaises (-22% à 900 téc) et néozélandaises (-34% à 700 téc). Les achats étaient en revanche en progression depuis le Royaume-Uni (+7% à 2 750 téc), probablement dans la perspective du « Brexit », initialement programmé au 29 mars, ainsi que depuis l'Espagne (+6% à 1 000 téc).

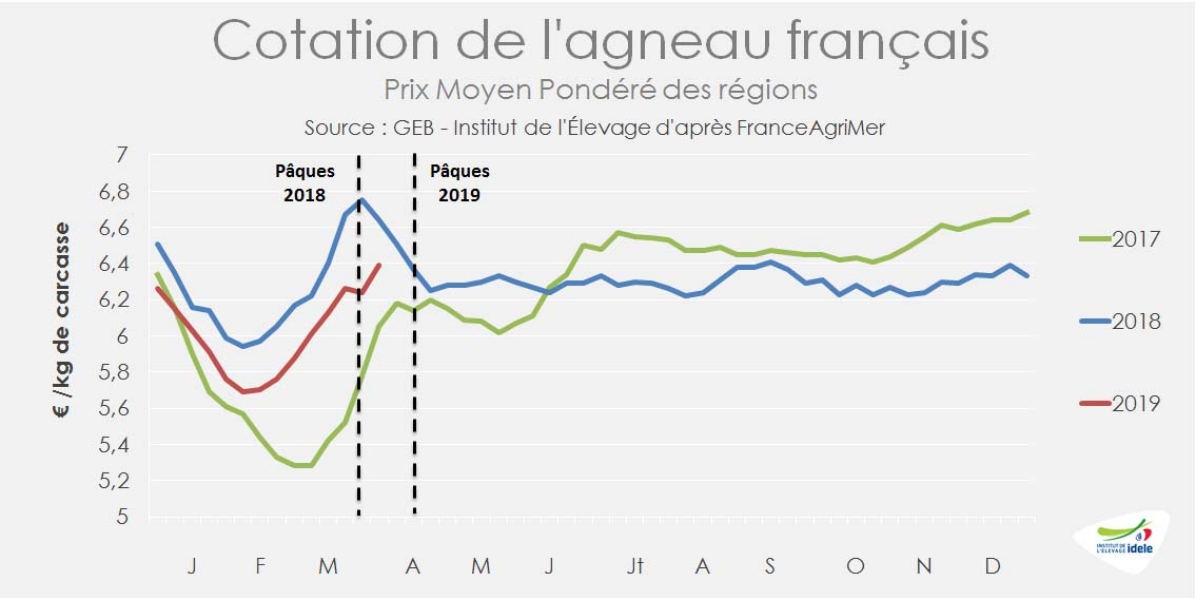


L'évolution des prix de ces importations était relativement contrastée, avec d'un côté la baisse du prix des carcasses d'agneaux réfrigérées importées du Royaume-Uni (-6% à 5,0 €/kg équivalent carcasse) et d'Espagne (+2% à 5,1 €/kg éc), et de l'autre, la progression du prix des carcasses d'agneaux réfrigérées irlandaises (+2% à 5,8 €/kg éc).

En cumul sur les deux premiers mois de 2019, les importations françaises de viande ovine enregistrent une augmentation de 1% par rapport à 2018.

Remontée saisonnière du cours de l'agneau français

La cotation française a poursuivi sa hausse saisonnière en mars, soutenue notamment par un meilleur étalement des sorties d'agneaux des différents bassins que les années précédentes. De plus Pâques étant plus tardif cette année (le 20 avril en 2019 contre le 1er avril en 2018), cela devrait se traduire par un décalage du pic de la cotation au moment des festivités. À 6,39 €/kg de carcasse début avril, le Prix Moyen Pondéré des régions calculé par FranceAgriMer restait ainsi 25 centimes (-4%) sous son haut niveau de 2018, mais dépassait de 34 centimes celui de 2017 (+6%).



Viande ovine » UE et monde »

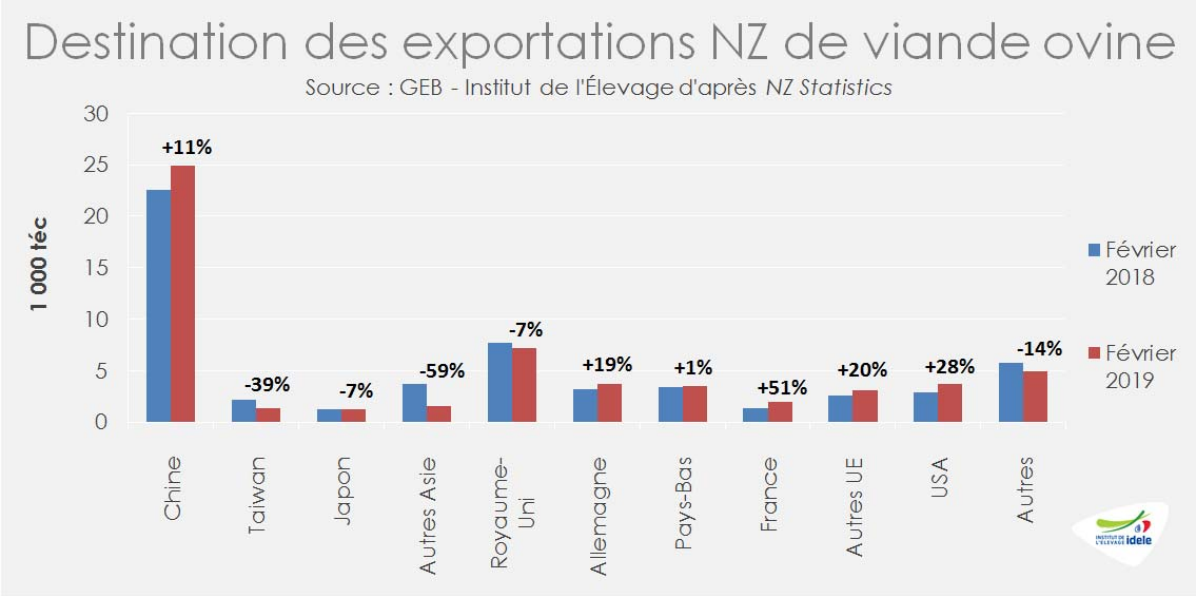
La saga du « Brexit » continue…

Afin d'éviter les effets catastrophiques d'une sortie du Royaume-Uni sans accord le 12 avril, le Conseil européen a décidé de reporter la date du divorce au plus tard au 31 octobre 2019. Le marché ovin européen ne devrait donc pas être impacté autour de Pâques cette année, comme cela était craint.

NOUVELLE-ZÉLANDE : Rebond des envois vers l'UE-28 en février

L'augmentation de la production de viande ovine (+6% /2018, à 54 900 téc en février) et l'utilisation de stocks de

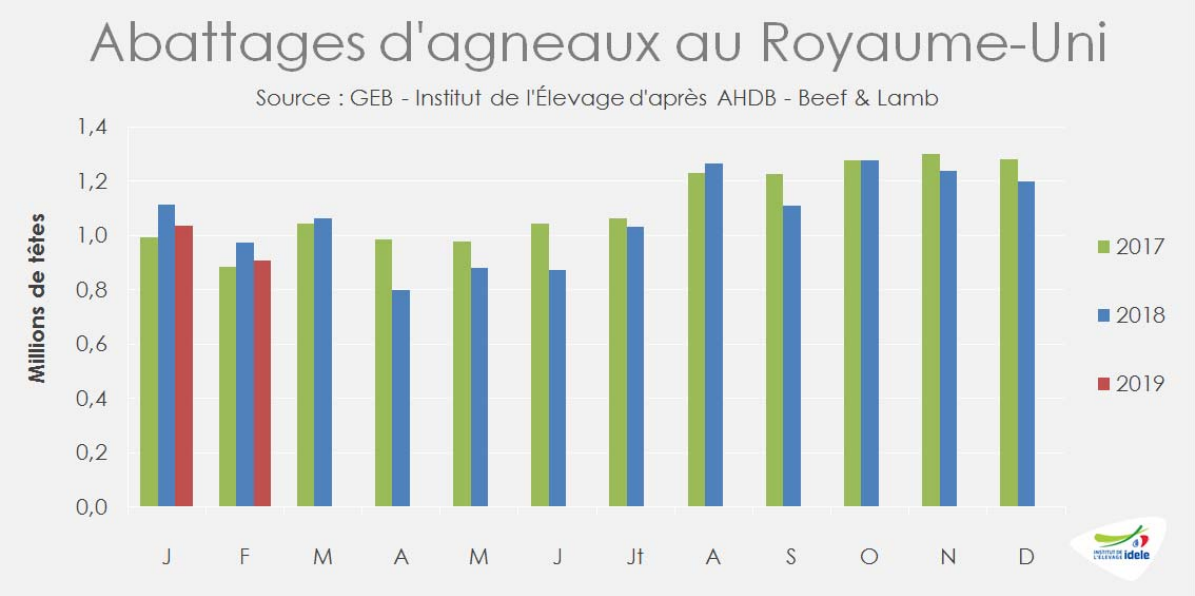
reports congelés ont permis aux exportations néozélandaises de repartir à la hausse en février (+1% à 57 000 téc). En progression de 11% vers la Chine (à 25 000 téc), les envois ont également grimpé à destination de l'Union européenne (+7% à 19 400 téc), en prévision de Pâques. En forte augmentation vers l'Allemagne (+19% à 3 700 téc) et la France (+51% à 2 000 téc), les expéditions ont en revanche chuté à destination du Royaume-Uni (-7% à 7 200 téc).



Au total sur janvier et février 2019, les exportations néozélandaises de viande ovine affichent toutefois un repli de 4% par rapport à la même période de l'année précédente.

ROYAUME-UNI : Les abattages d'agneaux demeurent en repli

La baisse des naissances de 2018 continue de peser sur les abattages britanniques, alors que les sorties d'agneaux de la saison 2019 n'ont pas encore commencé. À 908 000 têtes en février, les abattages d'agneaux ont ainsi chuté de 7% au Royaume-Uni.



Les abattages d'ovins adultes étaient en revanche en progression (+9% à 136 000 têtes) de même que les poids carcasse moyens (+6% à 20,4 kg pour les agneaux ; +1% à 26,0 kg pour les ovins adultes), ce qui a permis la stabilisation de la production britannique de viande ovine (à 22 100 téc) en février.

En cumul sur les deux premiers mois de l'année, la production britannique de viande ovine a reculé de 1% par rapport à l'année précédente.

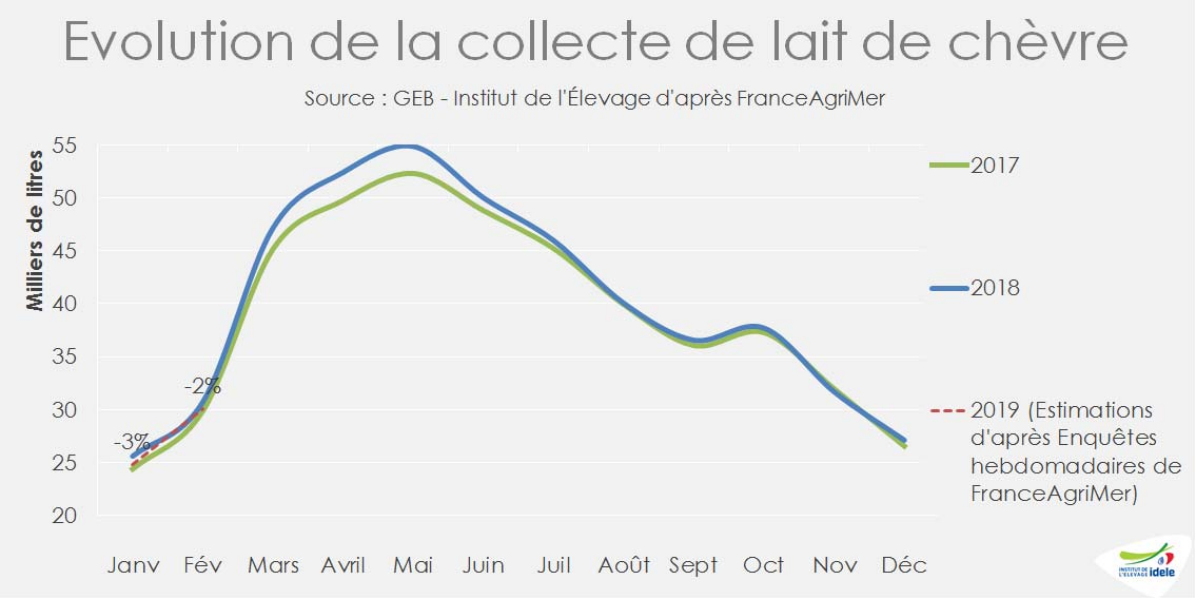
La date du « Brexit » à nouveau reportée

Suite au 3ème refus de l'accord de divorce par les députés britanniques, Theresa May a demandé à l'Union européenne un délai jusqu'au 30 juin, pour éviter une sortie du Royaume-Uni sans accord le 12 avril. Lors du Conseil européen extraordinaire du 10 avril, les Vingt-Sept ont finalement opté pour un report flexible du « Brexit » au 31 octobre 2019 : si l'accord de divorce était ratifié par le Parlement britannique d'ici là, le « Brexit » aurait lieu le 1er jour du mois suivant.

Dans le cas où le Royaume-Uni serait toujours membre de l'UE au moment des élections européenne, il aura l'obligation d'y participer et d'organiser un scrutin (dans le cas contraire, il serait contraint de quitter l'UE au 1er juin, sans accord).

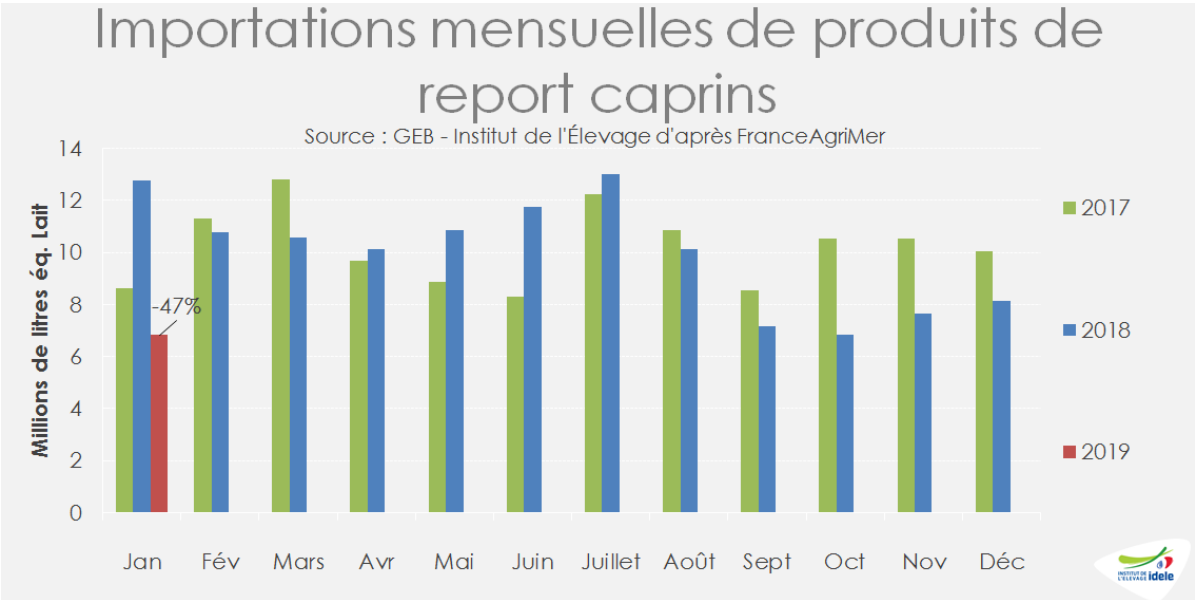
Contre performance en début d'année

Malgré la recomposition du cheptel caprin, la collecte de lait de chèvre s'est repliée en début d'année. Le démarrage des lactations semble en effet timide, pénalisé par des fourrages de mauvaise qualité et le renchérissement de l'alimentation animale. Mais l'ampleur de cette baisse est davantage le résultat d'un probable décalage des naissances.



Timide démarrage de la collecte

Après avoir bien progressé début 2018, la collecte de lait de chèvre a retrouvé son niveau de 2017, enregistrant au passage des baisses comprises entre 2 et 3% entre janvier et février. La timidité de ce démarrage peut être imputée en partie à la baisse des rendements, impactés par des stocks fourragers récoltés en 2018 de médiocre qualité. Mais son ampleur, alors même que le cheptel a progressé de 2% fin 2018, est probablement davantage liée à un décalage des naissances. La collecte devrait ainsi évoluer modestement au 1er semestre, puis, sauf évènement climatique majeur, se redresser nettement au pic de collecte et au second semestre, voire dès le printemps.

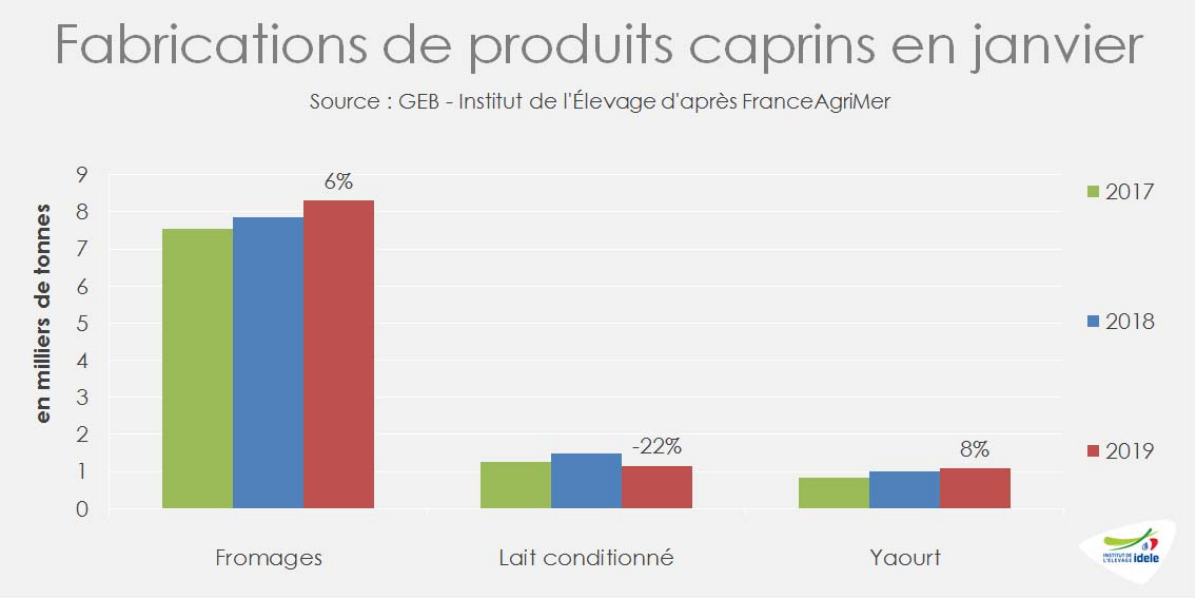


La chute des importations se poursuit, faute de disponibilités

Avec seulement 6,8 millions de litres en janvier, les importations de produits de report caprins ont drastiquement chuté, de 47% par rapport au très élevé niveau de 2018 et ont ainsi retrouvé un niveau similaire à celui de 2015. Les disponibilités semblent en effet se tendre chez nos voisins européens. D'un côté, la collecte espagnole s'est repliée de près de 3% au dernier trimestre de 2018, tendance qui s'est certainement poursuivie, voire accentuée début 2019 dans la mesure où le cheptel ibérique s'est orienté à la baisse. De l'autre, aux Pays-Bas, 8 des 11 provinces ont annoncé le blocage des créations d'élevages caprins et des agrandissements des structures situées à moins de 2 kms des habitations. S'il n'y a pas de statistiques mensuelles de collecte aux Pays-Bas, on peut s'attendre à une limitation des disponibilités à plus ou moins court terme.

Approvisionnement des transformateurs en berne

Impacté à la fois par le repli de la collecte et par le manque de disponibilité chez nos voisins européens, l'approvisionnement total des industriels français s'est trouvé amputé de près de 6,7 millions de litres en janvier (-18% /2017), à un peu moins de 32 millions de litres. Malgré cette baisse, les transformateurs ont réussi à faire progresser leurs fabrications de fromages de chèvre qui, après avoir chuté de 3% en décembre, ont rebondi de 6% en janvier. Ils ont pour cela puisé dans leurs stocks de produits de report qui se sont retrouvés à 3 090 tonnes fin janvier, 47% sous le niveau de l'année précédente. Les fabrications de yaourts ont également bondi de près de 8%, à près de 1 100 tonnes, mais les transformateurs ont moins mobilisé de ressource pour le lait de consommation, dont les fabrications ont chuté de près de 22% en janvier, à 1,16 million de litres embouteillés. La hausse saisonnière de la collecte française devrait permettre de donner un peu d'air aux industriels, mais la fourniture du marché devrait de nouveau se tendre en fin d'année, faute de reconstitution des stocks.



Céréales : baisse soutenue des prix après une longue période de fermeté

Depuis le début de la campagne 2018/19 le contexte favorise largement le complexe maïs/soja. Cependant depuis février 2019 les céréales à paille ont regagné en compétitivité grâce à une baisse rapide des prix. Le marché des tourteaux reste relativement stable.

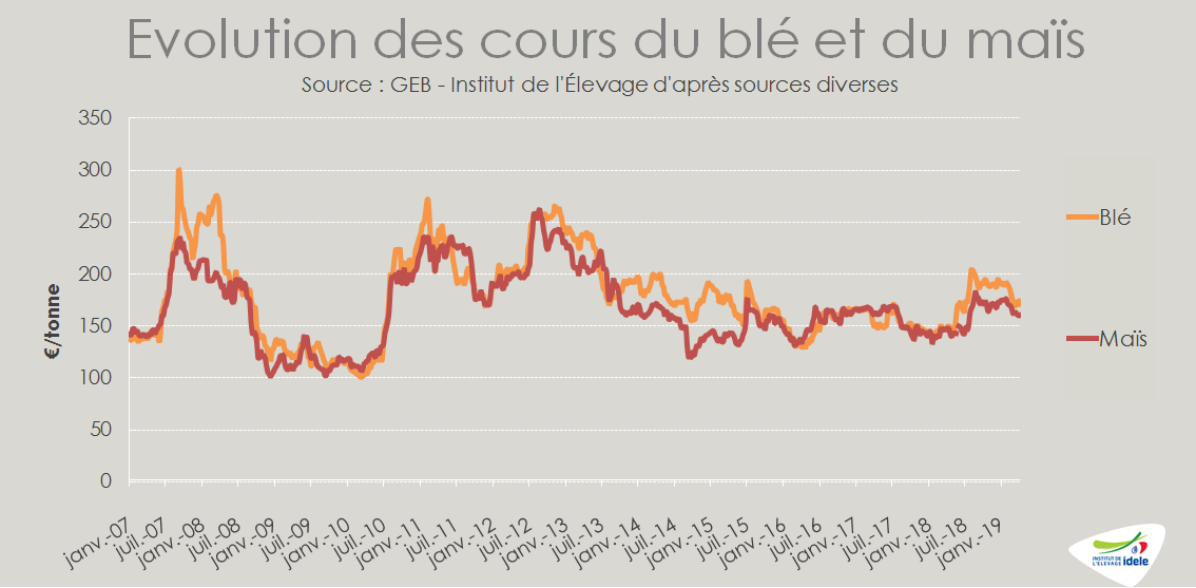
L'ensemble des marchés des céréales connait depuis février une érosion importante des prix, avec une baisse particulièrement importante pour l'orge en manque de débouchés. Un manque de confiance des marchés est à l'origine de cette évolution rapide des cotations.

L'ensemble des marchés des céréales connait depuis février une érosion importante des prix, avec une baisse particulièrement importante pour l'orge en manque de débouchés. Un manque de confiance des marchés est à l'origine de cette évolution rapide des cotations.

Effet amplificateur des ventes techniques sur le marché des céréales

Les cours du blé sont en nette baisse depuis fin janvier 2019. Sur le marché français, le blé affiche 173 €/t mi-avril soit une baisse de -9% en l'espace de deux mois. Cette baisse des prix est toutefois à relativiser puisque les cours élevés du blé depuis août 2018 se rapprochent désormais du prix moyen affiché ces trois dernières années à cette même période. La cotation du blé sur le marché français début avril 2019 est supérieure de +14 % à celle d'avril 2018.

C'est d'abord le manque de visibilité dû au « shutdown » qui avait amorcé l'évolution baissière sur les marchés. Sont venus s'additionner début 2019 de très bonnes perspectives de récoltes, en particulier dans l'UE et dans la zone Mer noire, pour la campagne 2019/20 ainsi que le maintien jusqu'à maintenant des exportations russes. Cette tendance a provoqué un nombre important de « ventes techniques » sur les marchés qui sont venus amplifier le phénomène par une augmentation artificielle des disponibilités. Ce phénomène amplificateur ne devrait pas durer ce qui freinera l'érosion soutenue des prix du blé. En outre, les exportations de blé français, vers l'Algérie ou l'Égypte, soutiennent également les cours.



Plus de blé dans les rations animales

Les cours du maïs sur le marché français sont en baisse de 9% entre début janvier et avril 2019. Par rapport au cours d'avril 2018, celui du mois de février 2019 demeure supérieur de +8 %. Les perspectives sur la disponibilité en maïs au niveau mondial sont bonnes, surtout du côté du continent américain (Brésil, États-Unis), entre des semis en hausse et des stocks étatsuniens très élevés. En parallèle l'Ukraine pèse sur les prix du maïs exportant ses disponibilités abondantes sur la campagne 2018/19.

La baisse des cours du blé, plus rapide que celle du maïs, vient diminuer significativement l'écart de prix entre ces deux matières premières. Le maïs, céréale largement favorisée depuis le printemps 2018, voit ainsi sa compétitivité diminuer face au blé. Ce contexte devrait permettre au blé d'être plus présent lors de la formulation des aliments pour bétail en France.

Oléagineux : marchés sous pression face à l'incertitude

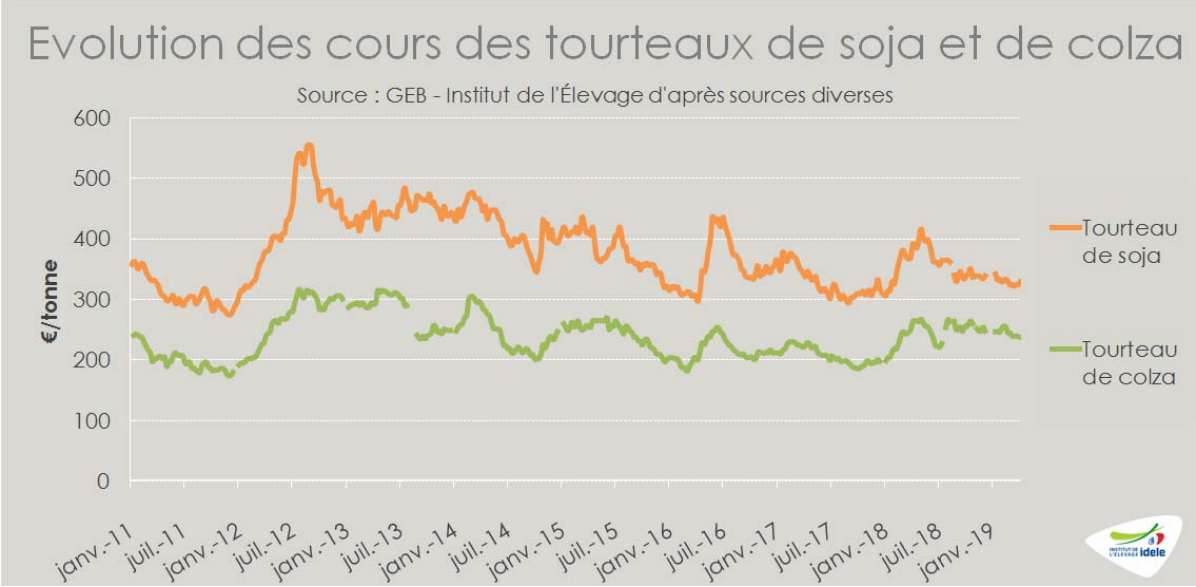
Contrairement au marché des céréales, celui des oléagineux ne sort pas de sa relative stabilité qui date de l'été 2018. Les cours évoluent au fil des annonces contradictoires concernant un accord entre la Chine et les États-Unis.

Bientôt la fin des incertitudes sur le marché du soja ?

Les cours du soja n'évoluent que faiblement. Sur le marché français le tourteau de soja affiche 324 €/t début avril 2019, soit une légère érosion de 5% depuis le début de l'année 2019 et un niveau inférieur de 16% à celui de 2018. Les cours du tourteau évoluent autour des 330 €/t depuis septembre 2018.

Concernant les négociations commerciales entre la Chine et les États-Unis la date butoir du 1er mars a été repoussée ultérieurement par le gouvernement états-unien. Les négociations sont encore en cours, mais semblent avancer de manière encourageante. Le marché du soja est donc toujours dans l'attente, ce qui induit une légère érosion des prix. Les récoltes de soja au Brésil sont en baisse du fait de conditions météorologiques défavorables, mais se révèlent meilleures que prévues en Argentine. La propagation de la fièvre porcine africaine en Chine devrait peser sur les cours mondiaux du soja et des tourteaux. La hausse anticipée de la consommation de soja dans les pays exportateurs de viande porcine et de volaille ne devrait cependant pas compenser le recul chinois.

Les cours du soja ne devraient donc pas remonter significativement dans les mois à venir, même si un accord sino-étatsunien était signé.



Faible compétitivité pour le colza

Le cours du tourteau de colza affiche 238 €/t début avril 2019, soit une baisse de 4% depuis le début de l'année et un niveau inférieur de 10% à celui de 2018. Toutefois, ils ne s'éloigne de 240 €/t depuis septembre 2018.

L'incertitude sur les échanges commerciaux impacte aussi les marchés du colza en légère baisse. Cependant le différentiel de prix avec le soja demeure favorable à ce dernier, situation qui dure depuis août 2018. La déprime des prix des grains est plus marquée, en particulier pour le canola qui subit l'arrêt des importations chinoises, face à des volumes importants à déstocker au Canada.